

Townhall du 24 mai 2024

Modérateur: Andreas Osterwalder

Membres de la Direction répondant aux questions: Martin Vetterli et Kathryn Hess Bellwald

Ce qui suit est le résultat d'une transcription automatique retravaillée en raison de passages inaudibles ou d'erreurs. Les questions et les réponses ont été posées indistinctement en français et en anglais durant le Townhall, mais la transcription est en français uniquement. Elle est publiée à titre informatif, mais ne doit pas être considérée comme faisant autorité.

Introduction d'Andreas Osterwalder

Bonjour tout le monde et bienvenue à ce Townhall qui a pour but de discuter de la position de l'EPFL par rapport à la guerre qui est en cours au Proche-Orient. Je m'appelle Andreas Osterwalder. Pour celles et ceux qui ne me connaissent pas, je suis Professeur en chimie et Président de la Conférence du Corps Enseignant et j'ai le plaisir de modérer cet événement aujourd'hui. Comme vous le savez, cette réunion fait suite à une série d'événements ayant eu lieu à l'EPFL au cours des dernières semaines et l'idée est d'établir une communication directe entre vous, la communauté de l'EPFL, et la direction de l'EPFL.

Il y a deux semaines, il y a déjà eu une réunion similaire pour les membres du corps enseignant et ceci a permis une discussion ouverte et critique où toutes les préoccupations, suggestions et questions ont été présentées et adressées par Martin Vetterli et Kathryn Hess. Évidemment il y a eu des opinions très divergentes sur certains aspects mais la discussion est restée constructive et respectueuse et je me réjouis d'avoir le même style de conversation aujourd'hui.

Avant de commencer, permettez-moi de vous expliquer comment les choses vont se dérouler. Martin Vetterli et Kathryn Hess vont commencer avec de brèves déclarations pour présenter le point de vue de la direction. Ensuite, ils vont répondre à vos suggestions et à vos questions, qui seront traitées les unes après les autres. Donc si vous souhaitez prendre la parole, je vous prie de vous rapprocher d'un de ces micros, qui sont installés des deux côtés, et d'attendre votre tour. Il y aura probablement une queue, donc nous vous laisserons patienter. Les interventions peuvent être faites en français ou en anglais et les réponses seront formulées dans la même langue. Donc il est important que chacun, chacune d'entre vous puisse parler dans la langue dans laquelle il ou elle se sent le plus à l'aise.

Je vais continuer en anglais.

(Passage traduit de l'anglais)

Le temps total de l'événement est limité à 90 minutes.

Je vous souhaite que quand vous prenez la parole, vous soyez concis et que vous alliez "droit au but", pour que tout le monde ait une chance de parler. Et aussi dans l'intérêt de chacune et

chacun, ne récitez pas de longues déclarations. Si vous souhaitez plus d'échanges avec la direction ou plus d'informations de la part de la direction après cet événement, les canaux habituels seront disponibles. Il se peut également que des événements ou réunions additionnels soient organisés par la suite.

Nous voulons évidemment avoir une discussion ouverte, où vous exprimez votre opinion et vous posez des questions. Encore une fois, la direction est à votre disposition et ses membres seront heureux de vous répondre aussi après cet événement, par email ou sur les autres canaux.

Maintenant, et c'est aussi une information importante: l'événement n'est ni diffusé en streaming, ni enregistré. Il n'y a pas de vidéo sur cet événement. Et je voudrais que vous respectiez ceci: la décision de ne pas enregistrer cet événement a été prise parce que nous voulons que tout le monde puisse exprimer ses opinions sans craindre d'être exposé après coup. Il y aura une transcription écrite de l'événement, qui sera disponible et publiée sur le site de l'EPFL.

Je passe la parole à Martin Vetterli et je me réjouis d'une discussion fructueuse entre nous.

Introduction de Martin Vetterli

Merci beaucoup, Andreas.

Bonjour à toutes et à tous. Kathryn et moi sommes très contents de pouvoir échanger avec vous en direct sur la position de notre communauté EPFL par rapport aux terribles événements en Israël et dans les territoires occupés.

Je vous remercie de votre présence, nombreuse.

Le sign-up s'est rempli presque aussi vite que pour Balélec, pas tout à fait.

Donc, je vous remercie beaucoup pour votre présence, votre disponibilité et une participation constructive à cette discussion que nous voulons aussi ouverte que possible.

Je remercie également le président de la conférence du corps enseignant, Andreas Osterwalder, pour son introduction et pour la modération qu'il fera de l'événement. Merci beaucoup.

Avant de donner la parole à Kathryn et d'engager la discussion avec vous, je me permets de vous donner notre point de vue sur le rôle de l'université par rapport au débat politique.

Ce n'est pas la première fois que j'en parle et il y avait une opinion dans Le Temps ce matin qui en parle aussi, mais c'est bien de rappeler les principes fondamentaux. La première mission de la direction de l'EPFL, c'est d'assurer la mission éducative sur le campus et ceci dans les meilleures conditions possibles. Ça, c'est mission number one.

Nous avons pu voir aux USA la tournure que peuvent prendre les débats acrimonieux lorsque les principes fondamentaux qui sont à la base de l'université ne sont pas respectés. A l'université de Columbia, à New York, que je connais bien, puisque j'y ai été prof un certain moment, les cours ont dû être annulés.

La police a été appelée à la rescousse, mais de façon plutôt musclée et la cérémonie de remise des diplômes n'a pas pu avoir lieu il y a quelques semaines. Donc il est bon de prendre du recul sur ce type d'événement et le recul c'est intéressant. Ça retourne dans les années 60 et la guerre du Vietnam avec des différences notoires.

À l'époque, les campus américains étaient complètement déchirés. La garde nationale a dû intervenir, il y a eu des morts et des blessés. Et à ce moment, l'université de Chicago, qui est une des universités les plus prestigieuses du monde, a créé un comité sous la direction d'un prof de droit, Galvin, pour réfléchir sur le rôle des universités dans la vie politique et sociale. Ils ont écrit un rapport que je vous invite à lire. Il est très court. Une page et demi, and quite to the point. Soixante ans plus tard.

Deux citations du rapport sont particulièrement importantes. Je vais les faire en anglais. Je profite de l'ouverture que nous a donné Andreas de parler dans notre langue préférée.

C'est: "The neutrality of the university as an institution arises not from a lack of courage nor out of indifference or insensitivity. It arises out of respect for free inquiry and the obligation to cherish a diversity of viewpoints." Ça, c'est ce que l'université doit permettre. C'est un forum neutre d'échange d'opinion. Le deuxième: "our basic conviction is that a great university can perform greatly for the betterment of society." On est tous d'accord. "It should not therefore permit itself to be diverted from its mission into playing the role of a second rate political force or influence."

Et ça, ça indique bien où on doit être actif et où on ne doit pas être actif. Donc mon message est extrêmement simple et c'est le message de la direction. L'université est un terrain neutre afin de protéger notre mission fondamentale qui est le débat d'idées.

Plus prosaïquement, si on prend position, on tue le débat et le débat, il doit être ouvert, équilibré, civilisé. Il ne doit pas diviser car nous sommes une seule communauté, une communauté EPFL, une communauté académique. Andréas a répété, on doit avoir le débat, il doit être ouvert, mais il doit être civilisé et il ne doit pas être clivant.

Dans ce sens, nous soutenons le ou les communautés touchées par une crise. Regardez ce qu'on a fait quand la guerre en Ukraine a commencé. Nous avons aidé les chercheurs affectés qu'ils soient ukrainiens ou russes. C'était également une marche sur le fil d'un rasoir.

J'en viens au deuxième point, qui est la position de la Suisse. J'étais aux USA récemment, je parlais avec l'ambassadeur suisse à Washington, qui m'a raconté qu'il avait passé une nuit blanche lors des tirs de missiles iraniens sur Israël.

L'Iran et les USA n'ont pas de relations diplomatiques, c'est la Suisse qui les représente dans l'autre pays. Et cette nuit-là, je pense, la Suisse a probablement contribué à éviter un embrasement encore plus terrible au Proche-Orient. Donc le rôle de la Suisse est aussi important à garder en mémoire. Donc la Suisse est un pays neutre, c'est dans son ADN et comme institution de la Confédération, pas une université cantonale, comme institution de la Confédération, l'EPFL se doit de respecter cette neutralité, de respecter la position du Conseil fédéral. Peu importe ce qu'on pense. Parfois, elle permet d'aider le monde, la neutralité. Parfois, elle frustre les citoyens qui voudraient un gouvernement beaucoup plus engagé. Mais ça, c'est la réalité d'être ici en Suisse au jour d'aujourd'hui.

Donc l'EPFL est en terrain neutre et ceci dans un pays neutre. Je pourrais donc dire que nous sommes neutres au carré et c'est pas une boutade. J'ai perdu mon micro. Merci. Neutres au carré et c'est pas une boutade. L'EPFL, avec sa communauté de plus de 130 nationalités, est un endroit particulièrement sensible, lorsqu'elle éclate une crise aussi aiguë que celle que nous vivons actuellement.

Pour maintenir le bien-être de cette communauté dont vous faites partie et l'équilibre entre les confessions, les origines, les cultures, de toutes celles et ceux qui la composent, je suis persuadé que cette neutralité est un avantage.

Nous nous abstenons de toute prise de position politique au nom de l'institution. Et nous faisons tous les efforts possibles afin de garder notre communauté soudée, unifiée, non divisée. Et ceci n'est pas facile.

Si la communauté des étudiants était soudée, même contre la direction, ça me poserait moins un problème. Mais ce que je vois, ce que nous voyons, c'est l'exemple qui était dans Le Temps ce matin et qui m'a beaucoup attristé. C'est le fait qu'il y avait un groupe Telegram à l'EPFL, 4'500 étudiants sur le groupe Telegram. Il a dû être fermé parce qu'il est parti comme beaucoup de médias sociaux dans des propos gênants, clivants, etc. Et donc les responsables du groupe Telegram ont décidé de l'arrêter. Donc il y a une plateforme d'échange très utile pour la communauté qui a disparu et c'est exactement ce qu'on doit éviter. Alors pour le dialogue d'aujourd'hui, respectons-nous, apprenons de ces défis et soyons unis. Merci beaucoup et je passe la parole à Kathryn qui va traverser les événements récents de son point de vue.

Introduction de Kathryn Hess Bellwald

Merci. Merci Martin.

Alors je suis vraiment heureuse d'être là aujourd'hui, d'avoir l'occasion de vous parler à toutes et à tous et aussi de répondre à vos questions.

Avant de commencer à réciter un peu comment se sont déroulés les événements des dernières semaines, en fait des derniers mois, je me permets juste de renchérir un peu sur ce que Martin vient de raconter concernant la position de l'université dans un monde politique. Il y a un article qui a paru le 15 mai dans un journal en ligne qui s'appelle REACH, avec la communication de la science. Il y a deux, trois éléments que j'ai trouvé vraiment très, très bien dans ce contexte que j'aimerais partager avec vous.

Donc il y a, c'est en anglais, donc maintenant je vais changer en anglais pour vous lire ça.

“If the authority of science can be used to engage in activist politics, does science still deserve the special authoritative role it is accorded in society and politics? Anyone who invokes academic values as many protesters are currently doing to justify the occupation of universities must also honor those values themselves. This includes the willingness to engage with imposing arguments and to create a space where these can be expressed within a broader context (like the one we have today). Protest can catalyze academic debate, but it cannot replace academic debate. Finally, universities and other institutions engaged in scientific research would do well to resist the pressure to take institutional sides in socio-political controversies and instead create space for the nuanced debates that are not possible in the publicly fueled spirals of outrage. In doing so, these institutions should also be granted the autonomy to find independent solutions for dealing with the activism of their students and researchers, as long as neither scientific principles nor fundamental rights are disproportionately restricted.”

Je pense que c'est une très bonne position, bien alignée avec la position de la direction de l'EPFL.

Pour faire suite à ça, je vais vous donner une timeline de comment les choses se sont déroulées ces derniers mois.

Le 7 octobre passé, c'était le jour de la magistrale à l'EPFL, mais c'était un jour affreux et triste en Israël.

Et puis après l'attaque du Hamas le 7 octobre, comme nous avons fait dans d'autres crises, la crise de la guerre en Ukraine, avec différents tremblements de terre ou d'autres crises comme les manifestations en Iran, etc. L'EPFL a mis en place un système de soutien pour les membres de la communauté affectée. Une partie de ce système de soutien, c'est d'avoir une page web sur laquelle la direction exprime pourquoi est-ce que ce système de soutien a été mis en place, exprime de l'empathie, de la compassion envers les communautés affectées. Et ensuite, on explique quelles sont les sources de soutien possibles. C'est dans ce sens-là qu'une page web était été créée peu de temps après le 7 octobre.

Dans la foulée des événements du 7 octobre, nous avons été contactés par des personnes de l'EPFL, que ce soit d'un côté ou de l'autre, pour organiser différents types d'événements. Il est

très important pour nous que des événements organisés sur le campus soient non-partisans, ouverts à tous, accueillants. Et en fait, les événements proposés ne correspondaient pas à cela. Et pour finir, le seul événement qui a été autorisé dans ce contexte a été organisé par l'aumônerie, qui a organisé un recueillement pour la paix de manière générale, face à tous les conflits qu'on a dans le monde. Il a eu lieu vers la fin novembre, je crois.

Mais en même temps, il y avait certains désaccords de certaines personnes de l'EPFL concernant comment ce qui était sur la page web était formulé. Ce désaccord a été entendu, mais rien n'a été changé en attendant.

Alors, au mois d'avril, à peu près, on a ressenti qu'il y avait des tensions grandissantes sur le campus.

Et puis, le 17 avril, il y a un statement qui a été rajouté à la page web concernant la crise au Moyen-Orient pour dire à quel point nous déplorions ces tensions, et pour dire que nous étions ouverts à l'organisation d'événements, par exemple qui n'étaient pas en tout cas des actions qui tendent à diviser la communauté. Donc, on voulait que tout le monde contribue à ce qu'il y ait un bien-être sur le campus.

Ensuite, le 30 avril a eu lieu cette conférence de Polyquity dont tout le monde a entendu parler, et qui était certainement un stress test de notre cadre légal, et puis aussi juste le framework qu'on a pour la gestion des événements à l'EPFL. C'était un événement que beaucoup de personnes ont vécu comme étant d'un caractère très partisan. Suite à cela, le lendemain, Polyquity a été informé d'une sanction envisagée avec un effet suspensif pendant quelques jours, c'est vrai, qui était la suspension d'organisation d'événements et d'affichage. Il n'a jamais été question de suspendre l'association en soi.

Et puis, assez rapidement, on a entamé les discussions avec Polyquity. Je reviendrai là-dessus.

Alors, le 7 mai, l'enchaînement ici, il y a eu une première occupation du bâtiment SG, où j'ai passé tout l'après-midi à discuter avec des représentants des occupants. À la fin, on est arrivé à un accord: les occupants étaient d'accord de quitter le bâtiment - parce que la direction avait décidé le matin même que le bâtiment ne serait pas occupé la nuit. Et aussi, l'autre condition de la discussion, c'était qu'on discute avec les membres de la communauté EPFL, et seulement avec des membres de la communauté EPFL. C'est pour ça qu'il y a eu aujourd'hui cette inscription et le fait de devoir présenter sa carte Camipro.

L'accord qu'on avait, c'était que le lendemain, il y aurait une rencontre entre une délégation des manifestants et quelques membres de la direction, dont Monsieur Vetterli, moi-même, et puis, Mme Corinne Feuz, de Mediacom. Le lendemain, on les a vus, on a passé trois heures à discuter avec eux. À la fin, il y avait un PV agréé de toutes les parties qui a été publié sur web.

Le même jour, le 8, il y avait quand même un début de dialogue avec Polyquity, qui a bien avancé, on était bien partis pour trouver une solution commune acceptable pour tous. Et puis, le

même jour, c'est un Townhall avec les enseignants dont on a déjà parlé, qui nous a montré à quel point il était important de faire quelque chose comme ça avec toute la communauté. Le 16, donc jeudi passé, il y avait une deuxième occupation du bâtiment SG. Mais les gens qui étaient présents sont revenus au point de départ, en voulant parler des mêmes revendications que celles de la semaine d'avant. Là, il n'était pas question, parce qu'on était passés dans une autre phase de notre relation, une phase de discussion, de dialogue respectueux, mais pas dans ce contexte-là. Du coup, la décision était que le bâtiment serait simplement libéré avant la fin de la journée. C'est ce qu'il s'est passé avec une présence policière accrue, mais sans que la police n'intervienne vraiment directement.

Ensuite, le 21, donc c'était c'est mardi, on a signé un accord avec Polyquity, qui a permis de satisfaire tout le monde. Cet accord a permis à Polyquity de reprendre ses activités. Aussi, on met en place un système pour permettre de bien encadrer des événements pour tout le monde.

Le même jour, la direction a décidé de créer une commission opérationnelle pour gérer la crise Israël territoires occupés, donc la commission ILOT comme on l'appelle, que je vais présider. Dans cette commission, il y a des membres de toute la communauté EPFL qui sont représentés. Et je vais parler plus tard, si vous souhaitez, de quels sont les rôles de cette commission. Le même jour, il y avait une discussion avec la CERES, donc les représentants des délégués de classe, et c'était vraiment bien, j'ai apprécié le fait de pouvoir entendre les soucis, et le vécu des membres de la CERES.

Ensuite, pour un point très positif: hier, il y avait Vivapoly. Et j'étais tellement contente de voir à quel point il y avait une bonne ambiance, il y avait vraiment des gens qui étaient heureux d'être là, ensemble, de voir qu'on avait toujours une belle communauté EPFL.

On arrive aujourd'hui avec le Townhall, où je me réjouis d'un dialogue respectueux avec vous.

Et ensuite, ce sera le début des travaux de cette commission opérationnelle. On va essayer de mettre en place des actions qui vont vers l'apaisement de la communauté, mise en place d'un lieu pour des débats ouverts, si on arrive à le faire, et d'autres actions de manière générale favorisant l'apaisement sur le campus. Avec cela, c'est à vous.

Merci beaucoup. Merci.

QUESTIONS:

Question

Je suis une post-doctorante et j'ai commencé à l'EPFL au mois de septembre 2023. Et je veux dire que l'EPFL n'est pas neutre. Et c'est bien le problème. Si vous regardez aujourd'hui combien de fois vous avez mentionné le 7 octobre, et combien de fois vous avez mentionné le génocide, alors même qu'il y a une plainte en cours auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) ainsi que des demandes de mandats d'arrêts en cours à la Cour pénale internationale. Il est donc clair que l'EPFL n'est pas neutre. C'est totalement biaisé.

La seule raison pour laquelle ce Townhall a lieu aujourd'hui, c'est parce que les étudiants ont pris la parole. En tant qu'éducatrice, je sais que les universités doivent être le lieu où les gens peuvent parler, elles doivent être le lieu où les gens peuvent apprendre. En tant qu'université technologique, on contribue à la société et à développer les technologies qui serviront à notre humanité - pas juste d'un côté et pas l'autre. Et si les étudiants de cette université ne peuvent pas prendre position, ne peuvent pas parler quand quelque chose est injuste, ce n'est plus une université.

Si vous n'avez pas remarqué à quel point l'EPFL est biaisée, j'ai moi-même assisté à quelque chose au sein de l'EPFL - et je ne vais pas dire ce que c'était afin de préserver la vie privée des autres personnes qui étaient impliquées. Il y avait des étudiants juifs d'Israël et ils se sont sentis libres de s'exprimer, de parler de leur expérience. J'étais dans la même configuration, où j'étais supposée également me sentir libre de m'exprimer, mais ce n'était pas le cas. Ceci parce que la position de l'administration de l'EPFL était clairement biaisée.

Combien de fois avez-vous reconnu les victimes d'un côté et pas les victimes de l'autre côté? Et ce n'est pas seulement l'EPFL, c'est la société toute entière. Il est apparu que c'est toute la société, tout le monde des médias,

Et dans cette atmosphère, beaucoup de gens ressentent énormément de pression, parce que c'est évident que vous ne pouvez aller nulle part, vers l'administration, pour parler. C'est la première fois que je suis capable de parler à cette administration aujourd'hui. Et c'était tellement fort que je suis allée aux urgences, par exemple. Parce que tant de stress, tant d'incapacité à parler. C'est beaucoup trop de choses à gérer.

Pour pouvoir parler aujourd'hui, j'ai du déjà dire à la professeure avec qui je travaille, que ce sera ma dernière année. Je vais partir.

C'est donc à ce point que l'EPFL était biaisée. Et vous ne pouvez pas dire que les étudiants ne se plaignent pas, parce que l'atmosphère était telle que certaines personnes sont passées pour des diables. Si vous dites "je me sens mal"... Oui, parce que vous êtes le diable. Ou "je ressens de l'empathie pour vous parce que vous êtes en train de mourir"... Ce n'est pas ok. Il y a quelque chose de profondément mauvais.

J'ai dû faire beaucoup de choses pour avoir le courage de parler aujourd'hui, et tout ce que j'ai entendu jusqu'à maintenant, même dans la lettre, c'est toujours la même vue biaisée.

En tant qu'éducatrice, j'applaudis aussi les étudiants. Je sens, comme dans le cours que j'ai dispensé avant, que j'apprends des étudiants autant que je leur enseigne. J'espère que l'administration écoute ces étudiants parce que ce sont eux qui nous ont fait sentir que l'on pouvait s'exprimer. En fait, c'était la première fois qu'ici, à Lausanne, j'ai senti que je pouvais enfin respirer, que l'humanité est réelle. Dans toutes les sociétés, il y a des gens qui peuvent se lever pour ce qui est juste et dire, nommer ce qui n'est pas normal.

Au lieu de labelliser les gens, de parler de nos droits humains comme quelque chose de politique... Non, les droits humains ne sont pas politiques. Ce sont les purs droits humains et l'égalité.

Quand vous prenez complètement parti pour un côté, c'est comme dire par défaut que l'autre côté est mauvais. Donc je commence à sentir que dans la société, peu importe ce que je fais, qu'importe si je suis innocente, parce que quelqu'un d'autre peut me labelliser d'une certaine manière, et tout le monde pourrait le croire, et même agir en se basant sur ceci.

Comme lorsque la Suisse a coupé les fonds qui étaient alloués à l'UNRWA (Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), juste basé sur des preuves... Il n'y avait pas de preuves. Ils sont même revenus en arrière.

Mais ça peut arriver. Et quand comme ça peut arriver, alors cela signifie que ça peut aussi m'arriver, quand je suis dans la rue. Quelqu'un qui est rallié à la majorité, qui se conforme à ce que les autres disent, peut me coller n'importe quelle étiquette, et je peux finir en prison juste pour ça. Ce sentiment empêche d'avoir une atmosphère propice à travailler, étudier ou faire quoi que ce soit.

Donc ce que j'attends de l'université maintenant, c'est que l'EPFL - dont j'espère être fière d'avoir été diplômée - fasse au moins en sorte de ne pas être complice. S'il vous plaît, faites un comité qui se compose des étudiants, des facultés, d'autres personnes, qui étudient tous les projets dans lesquels l'EPFL est impliquée, afin de nous assurer que notre communauté n'est pas complice des crimes de guerre, n'est pas complice du génocide, n'est pas complice des guerres contre l'humanité, n'est pas impliquée dans la discrimination. Cela n'inclut pas uniquement les institutions, mais aussi les entreprises. Merci.

Andreas Osterwalder

Merci beaucoup pour votre intervention. Merci. Je suis reconnaissant que vous ayez eu le courage de faire cette déclaration.

Réponse de Martin Vetterli

Merci beaucoup pour votre intervention, d'avoir eu le courage d'exprimer vos émotions - que nous ressentons, tant dans votre discours que dans votre voix. Je peux comprendre que vous êtes évidemment très fâchée par rapport à la situation. Je veux juste préciser certaines choses. Premièrement, la liste de nos collaborations est publiée sur le site web. On l'a publiée après discussion avec la délégation. Et nous sommes en train d'investiguer ceci. Votre demande est donc bien prise en compte, et nous en sommes conscients. Nous avons un comité d'éthique de nos relations qui travaille sur ces questions.

Le fait que la Cour pénale internationale (ICC) intervienne est très bien, et c'est ce que nous avons dit quand nous avons discuté il y a une semaine ou deux avec les professeurs. Nous avons dit qu'il y a une gouvernance sur les crimes de guerre et l'ICC est... Bon... Le procureur a

demandé des mandats d'arrêt internationaux des deux côtés. Et peut-être que c'était très long, mais ce n'est pas à nous de décider. Mais évidemment, là-bas, les choses sont en train de bouger.

Maintenant, ce que vous exprimez, je reçois beaucoup d'emails à ce propos. Et les emails sont, comment le dire? Je reçois beaucoup d'emails de la communauté juive, de la communauté israélienne qui se sentent très mal à l'aise.

Et ceci était aussi dans l'article dans Le Temps, que j'ai mentionné.

Intervention de la personne ayant posé la question:

Je ne me sentais pas à l'aise de vous envoyer un email. Et cela est le cas de beaucoup de gens aussi. Et ceci à cause de votre position..

Réponse de Martin Vetterli

N'importe qui peut m'envoyer un email. N'importe qui peut venir lorsque la porte de mon bureau est ouverte le vendredi après-midi.

Intervention de la personne ayant posé la question

A cause de vos positions, qui ont été annoncées, je ne pouvais pas parler avant que les étudiants ne parlent.

Réponse de Martin Vetterli

Je suis désolé si vous ressentez ceci, parce que tout le monde connaît mon email et ma politique porte ouverte. Je suis désolé. Si vous voulez parler avec moi, je serais heureux de trouver du temps pour ça. Et aussi, et je vais laisser Kathryn répondre, vous avez dit que vous ne saviez pas où aller où et je pense que l'on peut reparler des canaux.

Intervention de la personne ayant posé la question

Je sais très bien où aller mais les positions de l'EPFL font que nous ne pouvions atteindre ces endroits. Même quand nous en parlons maintenant, vous êtes biaisés. Comment peut-on attendre d'une administration biaisée que les endroits qu'elle met à disposition pour nous aider pourront finalement nous apporter du support? Si votre position part déjà du principe que nous sommes accusés...

Intervention d'Andreas Osterwalder

Excusez-moi si j'interviens, mais on ne peut pas vraiment se permettre de faire des allers-retours dans la discussion car nous manquons de temps. Mais vous devez contacter les gens mentionnés par Kathryn et Martin cet après-midi. Et il n'y a pas de raison d'avoir peur de le faire.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Je suis très désolée que vous ayez peur. Je n'ai pas réalisé que les gens avaient peur de simplement nous approcher, de nous poser des questions ou d'exposer leurs inquiétudes.

Parce que nous avons reçu des réactions d'autres personnes, qui sont venues nous voir, qui ont exprimé leur mécontentement et leurs positions différentes de celles de la direction. Nous sommes dans une société où les gens ne sont pas arrêtés pour leurs idées. Pas en Suisse. Et certainement pas à l'EPFL: il n'y a pas de sanctions, pas de sanctions d'académiques, pour avoir une opinion différente. Il y a une liberté académique très marquée. Et aucune sanction n'est prise contre quiconque ayant exprimé une opinion différente de celle de la direction.

Intervention de la personne ayant posé la question

OK, je suis désolée pour ça, mais vous êtes les dirigeants. Ne dites pas "je me sens...", mais agissez plutôt. Et ce qui est différent entre les gens qui n'ont pas de pouvoir et ceux qui font partie des dirigeants, c'est de pouvoir agir. Donc, en termes d'actions, quand vous envoyez un email dans lequel vous dites aux gens de venir, vous devriez en fait être les personnes qui agissent, non pas ceux qui disent "je suis désolé". Vos sentiments sont pour vous, pour que vous vous sentiez bien. Pour nous c'est par exemple d'avoir de l'empathie pour les autres. Mais on attend des dirigeants qu'ils agissent, qu'ils créent des task forces, qu'ils les annoncent aux étudiants, qu'ils approchent positivement et proactivement les étudiants. Et non pas le contraire.

Nouvelle question

J'aimerais bien savoir quelles sont les lignes rouges que des partenaires de l'EPFL ne peuvent pas transgresser pour rester partenaires. Et quelles preuves vous devez voir pour arrêter une collaboration.

Réponse de Martin Vetterli

C'est une bonne question. Donc, c'est le mandat du comité d'éthique pour les relations sensibles. Je n'ai pas les détails sous la main mais l'une des lignes rouges est que nous ne soyons pas engagés dans des recherches en lien avec un conflit et l'industrie de l'armement ou avec des entreprises directement engagées dans la production d'armes. C'est un exemple, mais il y en a plusieurs autres.

Intervention de la personne ayant posé la question

Donc, pouvez-vous nous dire quel type de preuve vous devez avoir pour arrêter une collaboration? Est-ce que ce serait seulement quelque chose comme l'université collabore des recherches en armement par exemple, ou plus?

Réponse de Martin Vetterli

Dans le cas de la crise particulière dont il est question, nous avons publié la liste des relations que nous avons avec Israël et nous sommes engagés à faire une analyse plus approfondie avec le comité d'éthique avant l'été.

Intervention de la personne ayant posé la question

Et après cette analyse, qu'est-ce qui va arriver ?

Réponse de Martin Vetterli

C'est très dur de répondre, bien sûr. Ma prédiction est qu'il y aura des drapeaux verts, oranges et rouges et que nous allons arrêter les collaborations qui ont des drapeaux rouges et discuter des drapeaux oranges.

Nouvelle question

L'EPFL a condamné dans les termes les plus forts, les attaques terroristes du Hamas contre les civils d'Israël. Donc, ce que je vois ici c'est comme Che Guevara qui va sur le champ de bataille pour défendre l'humanité. Et c'est super, j'aime vraiment ça. Donc, la deuxième partie: c'est contraire aux droits humains internationaux. Je ne vois aucune mention des hôpitaux bombardés ou des écoles détruites dans ces textes. Donc, comment est-ce que vous pouvez être si précis dans la première phrase, en mentionnant exactement le nom de tout et en condamnant ceci de manière très marquée. Mais, dès que l'on arrive à la Palestine, ce que je vois est un désert.

Caricature: d'un côté, on a le Che Guevara qui se bat directement sur le champs de bataille, et de l'autre c'est une pomme de terre qui voit que des enfants sont tués.

Je suis un étudiant en PhD ici à l'EPFL. Je ne pense pas que l'EPFL doit juste annoncer l'opinion du bureau du management ou d'autre, parce que les gens se disent qu'ils font partie de cette communauté. Donc, je voudrais savoir comment on peut changer ces textes et comment notre opinion peut être exposée de manière démocratique - ou d'une autre manière que vous suggérez.

Et un autre point, je suis désolé, mais je dois le mentionner. Je me souviens quand il y avait des protestations en Iran, il y a eu beaucoup de choses différentes ici soutenir ces protestations dans les universités iraniennes. Mais maintenant, quand on voit que les universités à Gaza sont détruites, on s'en fiche. On est silencieux, on veut être neutre. Donc, comment ça se fait que vous aimiez l'Iran et que vous ne vous inquiétiez pas pour la Palestine? Je suis Iranien, je vous remercie parce que vous m'aimez beaucoup, mais je voudrais savoir pourquoi vous ne vous sentez pas concernés par la Palestine. Merci beaucoup.

Réponse de Martin Vetterli

Très bons points. Celui qui concerne les universités palestiniennes, c'est peut-être quelque chose que nous pouvons commenter plus tard. Je vais revenir au premier point, et je m'excuse si je me répète. Nous sommes en terrain neutre, et nous partageons la position de la Suisse et nous partageons la position de la Suisse qui est d'être neutre. Je ne dis pas que je ne peux pas avoir mon opinion privée sur ce ceci et je ne vais pas la partager ici, mais en tant que membre du management de l'École, en étant une institution fédérale en Suisse, nous sommes tenus par ce que le gouvernement suisse prend comme position. Et le gouvernement suisse peut être un peu plus lent, c'est parfois une caractéristique, parfois un problème... La position du gouvernement suisse a évolué. Vous avez pu voir qu'un financement pour le UNRWA a été réinstauré. Et probablement, ceci va évoluer, mais ce n'est pas de notre ressort, en tant qu'institution académique, de diverger sur ces positions.

Intervention de la personne ayant posé la question

Donc la conclusion est que tout ce que le gouvernement suisse dit, nous l'implémentons ici, et nous ne pouvons pas changer. Donc si ceci est clair, nous ne pouvons éviter toute discussion, tout est clair. C'est comme une dictature, ils prennent une décision, nous ne pouvons pas changer cela facilement en tant qu'étudiants ici.

Réponse de Martin Vetterli

Je comprends votre question, je comprends votre ressenti. J'ai été étudiant à un certain moment aussi. Peut-être que c'est un point que j'aimerais vraiment aborder - et Kathryn va élaborer, merci d'avance. Si l'université commence à être un champ de bataille politique, la prochaine chose que vous verrez, ce sont que les politiciens voudront venir pour intervenir. Donc cette neutralité, je vous assure, je garde la ligne pour le bien de l'EPFL aussi difficile que ce soit et aussi énervant cela puisse-t-il être. Parce que je passe beaucoup de temps avec les politiciens qui ne sont pas là. Et je ne veux pas prendre plus de temps avec les politiciens. mais je sais exactement qu'ils apprécieraient fortement d'intervenir exactement sur ces questions. Et la ligne de défense, la ligne rouge que nous avons pris, et je le défends, c'est que nous sommes un endroit neutre dans un pays neutre.

Réponse de Kathryn Hess

Je voudrais ajouter quelque chose concernant les écoles et les universités. Donc un projet sur lequel nous travaillons déjà depuis un certain nombre de mois est la mise en place d'un programme spécial dans le cadre du CMS pour les réfugiés. Et nous serions très heureux d'accueillir les réfugiés parce que c'est effectivement déchirant et insupportable que ces universités aient été détruites. Et donc nous avons un programme qui est presque prêt pour que les réfugiés puissent entrer à l'EPFL. Nous avons aussi le programme Scholars at Risk pour des chercheurs plus avancés.

Et de nouveau, nous serions très heureux d'accueillir les palestiniens sur le campus. Le problème, comme l'a dit Monsieur Vetterli, est à Berne, dans le sens que pour venir en Suisse, ces chercheurs et ces étudiants ont besoin de visas. Et c'est ceci qui bloque. Mais si nous pouvons passer ce blocage, alors oui, nous sommes très heureux de les accueillir. Et ça est une contribution académique qu'on peut faire dans cette situation que nous serons très heureux de faire.

Nouvelle question

Bonjour, je suis étudiant en BA2. Et chaque fois que j'ai ouvert mon téléphone, je vois au moins 5 vidéos de jeunes enfants à qui il manque des membres, ou des vidéos de palestiniens avec leurs tripes à l'air. Je vois aussi des vidéos de bulldozer qui détruisent tout. Tout ce que je vois est comme dans un jeu vidéo. Tout est détruit. Et je ne comprends pas pourquoi il y a besoin d'un débat. En commençant, vous avez dit que vous alliez mettre en place des débats, mais pourquoi avons-nous besoin d'un débat ? Ce n'est pas politique de ne pas vouloir voir des gens mourir. Je veux dire, je ne comprends pas. Il n'y a pas de position à prendre. Il y a juste à reconnaître quelque chose qui relève de la morale: c'est que voir des enfants mourir, c'est mal. Et nous devons arrêter. C'est tout.

Réponse de Martin Vetterli

Je comprends parfaitement ce que vous dites. Et en tant que personne que je peux parfaitement être d'accord, parce qu'une position morale est une position personnelle. En tant qu'institution, ce n'est pas dans notre mandat de prendre position sur ce sujet. Parce que de fait, cela n'aura aucun effet.

Intervention de la personne ayant posé la question

Je vais peut-être dire quelque chose de faux et corrigez-moi. Mais j'ai entendu parler de quelque chose qui s'appelle le projet Volcani. Et l'EPFL contribue à ce sujet. Et je pense que c'est un projet de recherche qui aide les fermes en Israël.

Réponse de Martin Vetterli

Peut-être. Je ne sais pas. Je n'ai pas d'information à ce sujet.

Intervention de la personne ayant posé la question

Ok, s'il y a ce projet, c'est déjà une position politique. Parce que nous savons que la plupart des fermes en Israël sont des colonies en Cisjordanie.

Réponse de Martin Vetterli

C'est une bonne question. Merci.

Intervention de la personne ayant posé la question

Donc, aussi, la dernière chose. Vous dites que vous avez publié la liste de la collaboration. Et c'est vrai. Et merci beaucoup pour ça. Mais j'espère que vous allez faire quelque chose à ce sujet.

Réponse de Kathryn Hess

Donc, si je peux juste ajouter une chose. Un des mandats du comité ILOT est de s'assurer que cette analyse soit faite et qu'elle le soit rapidement. Donc, c'est quelque chose que la Direction prend très au sérieux et qui va être fait. En général, la position de l'École est que si un pays est en guerre, nous devons regarder les accords qui sont en place, tout comme les relations avec les chercheurs dans ces pays. Et donc, effectivement, ce sera fait et fait bien et aussi vite que possible.

Nouvelle question

Mardi dernier, une lettre ouverte signée par les neuf universités publiques d'Israël, a reconnu que, dans le cadre de leur liberté académique, certains de leurs membres de la faculté mènent actuellement des recherches sur des sujets liés à la sécurité nationale. En plus, une de ces universités, Bar-Ilan, à travers leur centre d'études stratégique, a suggéré l'idée de mener une guerre préventive au Liban et à Palestine dans une violation claire de la quatrième Convention de Genève. Croyez-vous que c'est éthique et apolitique de préserver les collaborations avec des universités qui contribuent à une guerre conduite par un pays dont le Président est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la cour internationale?

Réponse de Martin Vetterli

Merci pour la question. Et c'est exactement ce que nous allons regarder avec le comité d'éthique pour les relations sensibles. Et nous verrons où aller depuis là.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Et nous allons le faire maintenant.

Nouvelle question

J'ai une question sur votre position et vos actions dans les semaines passées. Un amendement accepté par la majorité relative de tous les membres présents à l'AG de l'Agepoly est en faveur de se distancier des positions de l'EPFL et de condamner ses mesures qui montrent une dérive autoritaire. Pensez-vous que vous ajusterez vos positions et que vous regrettez les mesures prises face à cette opinion de la majorité?

Réponse de Martin Vetterli

Merci beaucoup pour la question. J'ai reçu une lettre de l'AGEPoy quelques jours auparavant et nous allons la regarder. Il se trouve que l'AGEPoly est une association de l'EPFL. Et les associations sont régularisées par le Lex 8.2.1 qui donnent des limites sur les associations qui ont des positions. Et nous allons regarder mais probablement c'est une position politique et bien... nous allons le faire par nos propres règles.

À la fin de la journée, je dois défendre l'EPFL en prenant en compte nos organes directeurs, le Conseil fédéral. Et si j'entends le problème, et si le management entend le problème, nous devons encore faire ce que nous demande le Conseil fédéral qui, après tout, nous finance très généreusement. Donc, ce sont les conditions que nous avons.

Nouvelle question

Je vais parler du sujet qui fâche. Depuis que cette conférence a commencé, et aussi depuis les premiers mois de la position de l'EPFL, le mot "Palestine" n'a pas été mentionné une seule fois. Donc, je voudrais juste vous demander si mentionner la Palestine est tabou pour l'université? Ne serait-ce pas aller contre l'éthique de neutralité et de ne pas prendre parti, si vous reconnaissez une partie mais l'autre, vous ne reconnaissez pas que cela existe et que vous ne voulez même pas en parler.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Palestine n'est pas un nom qui est tabou à l'EPFL. Il y a deux semaines, après la rencontre de la délégation avec la direction, le statement qui était sur la page web expliquant pourquoi le soutien pour les étudiants a été mis en place inclut aussi le nom des populations israéliennes et palestiniennes. Donc, ce n'est pas que le nom est tabou. Je suis parfaitement heureuse de l'utiliser. Et dans l'accord que nous avons avec les délégués avec lesquels nous avons parlé le 8, ils ont pointé que la terminologie correcte pour les personnes se trouvant en Palestine est les territoires palestiniens occupés. Et nous avons dit, nous sommes très heureux d'utiliser cette terminologie si c'est la terminologie officielle.

Non, ce n'est pas tabou. Et je pense que cette idée que ce n'est pas sûr et autorisé de parler de Palestine sur le campus, de parler de ce conflit... Je regrette sincèrement qu'il y ait cette impression. Tout ce que nous demandons est que les discussions soient respectueuses et civilisées, mais autrement aucun sujet n'est tabou pour un individu.

Intervention de la personne ayant posé la question

Je suis désolé si je peux ajouter quelque chose. C'est l'occupation des territoires dans la Palestine. Et juste pour réitérer la question, pourquoi ça a pris tant de temps pour l'EPFL pour rectifier sa position et pour reconnaître ces gens-là? Pourquoi n'est-ce pas cette neutralité soit considérée dès le départ? Est-ce que ça ne remet pas en question la position de l'université?

Réponse de Martin Vetterli

Je prends la responsabilité. Nous aurions dû changer cela plus rapidement. Après la rencontre avec les délégués, nous avons changé le statement. Nous aurions dû le faire en novembre dernier.

Nouvelle question

Ce n'est pas une question mais j'aimerais juste rectifier quelque chose que vous avez dit avant. Quand les étudiants sont venus au Hall SG la première fois et qu'ils sont partis, j'aimerais rappeler qu'il y avait la police qui a été appelée. En marchant, j'ai vu des fourgons de police,

Et pour revenir à ma question, j'aimerais reparler de collaboration.

Vous avez collaboré sur un projet qui s'appelle Sniper. Un projet dans le but est de détecter des explosifs, mais aussi des êtres humains. Et dans les participantes au projet, il y avait la police israélienne, police qui est de manière très infameuse, connue pour l'oppression violente et illégale de la population palestinienne. En ayant ça en tête, comment l'EPFL peut argumenter qu'elle ne contribue pas au régime oppressif ? Comment on peut parler d'apolitisme quand les connaissances de l'EPFL servent à l'oppression d'un peuple.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Sur le premier point, donc effectivement, la police était présente, la gendarmerie, mais est restée en retrait. Elle n'est pas intervenue, mais était prête à intervenir. Je suis d'accord, parce que la décision était prise, que le bâtiment ne serait pas occupé après 18h ou quelque chose. Et donc, si les gens n'étaient pas partis de même, la police serait intervenue.

Réponse de Martin Vetterli

Mais la position, je la défends, c'est que j'ai rappelé la première mission de l'EPFL, c'est que l'enseignement soit délivré, et on ne voulait pas que des bâtiments soient occupés toute la nuit. A d'autres endroits, ça s'est fait. J'ai parlé de Columbia. C'est quelque chose que la direction de l'EPFL ne voulait pas voir, et donc on avait mis la ligne rouge. Il faut que le SG soit libéré avant la fin de la journée.

Sur l'autre question, j'aurais dû tout de suite le dire, sur les relations, on est aussi sous une loi fédérale, qui est la liste de sanctions du secrétariat à l'économie, le SECO, qui a une liste de pays et de technologies, etc., et qui donne le cadre légal dans lequel on opère.

Nouvelle question

Je me demande aussi des questions sur la neutralité. Donc, l'Israël, finance Technion, qui est présidé par Perez-Lavi, le président précédent de Technion, est une organisation qui engage en fonds-raising des activités pour soutenir des projets et des initiatives des Technion. Donc, sur leur website, sur l'un, sur leur call de donations, on peut lire, "dans l'un des temps difficiles et déchirant que l'Israël est expérimenté, les membres des facultés et des étudiants sont en train de renoncer leurs talents et les ressources pour prendre des solutions technologiques pour soutenir la frontière". Donc, avec cela à l'esprit, c'est difficile de croire que Technion ne soutient pas l'effort de la guerre. Comment peut l'EPFL prétendre rester neutre en collaborant avec cette université ?

Réponse de Martin Vetterli

Je fais partie de ces idéalistes qui pensent que le monde académique est au-dessus du monde politique et que dans les situations de crise, et je vais prendre un exemple très précis. Pendant la guerre froide, pendant la période la plus dure de la guerre froide entre l'URSS et l'Ouest, l'OTAN organisait des conférences scientifiques pour les mathématiciens et les physiciens pour garder des canaux ouverts entre les deux pôles à l'époque qui étaient à deux doigts d'une guerre nucléaire. Et l'OTAN, qui était une organisation du bloc Ouest, avait décidé qu'il fallait garder des ponts académiques. Et je pense que c'est ça qu'on doit garder et Technion est une institution que je connais très bien, j'ai des amis qui sont là-bas. Parce que voilà, c'est le milieu académique, des profs qu'on connaît des lustres. Et de fait, il faut qu'on regarde ce que vous dites, mais à la base, le boycott entre universités s'est justement entré dans le jeu de la politique.

Réponse de Kathryn Hess Bellwad

Et par ailleurs, une remarque importante concernant les boycotts académiques, c'est que, oui, peut-être qu'il y a certains chercheurs dans une université qui travaillent, qui ont les travaux en lien avec les recherches militaires. Mais en grande majorité, ce n'est pas le cas des chercheurs. Et puis de maintenir ces liens entre chercheurs pour qu'ils puissent faire de leur recherche et respecter cette liberté académique, ça fait partie d'entretenir des ponts entre différentes sociétés, différents peuples. Et puis aussi, très souvent, dans ces universités, ce sont aussi là où on trouve beaucoup de gens qui soutiennent en fait la résistance à leur propre gouvernement. Donc si on les coupe du reste du monde, on perd ce contact avec des gens qui en fait sont nos alliés.

Nouvelle question

Je n'ai pas préparé de notes avant cette réunion. Je ne savais pas exactement à quoi m'attendre, et je m'excuse donc que mes pensées soient un peu désorganisées. Je suis israélien. Je suis juive. La situation actuelle me donne un sentiment d'insécurité. Le fait que tous les orateurs qui m'ont précédé parlent avec tant de passion d'Israël comme d'un État criminel,

d'un État dangereux, d'un État avec lequel il faut rompre les liens, me fait me sentir en danger, me fait me sentir détestée, me fait me sentir incapable d'avoir une discussion sincère avec l'un ou l'autre d'entre vous sur ce qui se passe. J'ai l'impression que les gens ici sont empathiques, qu'ils se sentent concernés, qu'ils voient des vidéos très émouvantes, des vidéos qui me rendent triste aussi. Ils s'inquiètent pour le peuple palestinien. Je le comprends, je m'inquiète aussi.

Ce qui n'est pas clair pour moi, c'est si les gens ici comprennent pourquoi il y a une guerre, quel est le but de la guerre, quels sont ses objectifs. En fait, ils semblent avoir l'impression qu'Israël va à Gaza juste pour s'amuser, pour blesser des gens pour s'amuser et qu'ils ne comprennent pas les réalités de la guerre.

Je ressens en général que ce n'est pas un espace clair pour un dialogue entre moi et les gens qui font ça. Le fait qu'ils ne souhaitent pas parler avec les membres de Shalom après la première occupation, ça me donne aussi ce sentiment. Les posters que je vois m'inquiètent. Je vois beaucoup de posters politiques autour de l'EPFL depuis le 7 octobre. Je vois beaucoup de posters disant « Intifada jusqu'à la victoire », encourageant un mouvement violent. « Intifada » est quelque chose de très violent. C'est caractérisé par les bombes suicides, par des meurtres. Souhaiter que cela se poursuive jusqu'à la victoire, c'est extrêmement dangereux et violent. J'ai vu une bannière qui disait « Intifada jusqu'à la victoire » lors de la dernière occupation du SG Hall.

Je suis inquiète par deux choses et j'aimerais vous demander deux choses. La première: que fait l'EPFL pour combattre l'extrémisme sur le campus et pour combattre ce genre de « point de vue à sens unique » où certaines personnes ne comprennent même pas pourquoi il y a une guerre, ce qui se passe, et pourquoi ils devraient parler et essayer de comprendre ce qui se passe. La seconde chose: je voudrais demander si les posters politiques que je vois autour du campus sont autorisés, parce que s'ils sont autorisés, je pense que c'est important que nous, les israéliens et les juifs, et que nous avons un droit de l'existence et d'être en sécurité dans notre pays et pouvoir mettre également des posters et expliquer aux gens la réalité de cette situation et ce qui se passe. Parce qu'on voit des contenus très émotionnels d'un côté et peut-être qu'ils n'y a pas une juste compréhension de la situation. Et s'ils ne sont pas autorisés, je voudrais demander à l'EPFL de faire un gros effort pour éviter ces posters pour ne pas encourager cette forme d'extrémisme.

Réponse de Martin Vetterli

Merci beaucoup. Et je suis heureux que vous ayez parlé et exprimé vos inquiétudes, parce que c'est aussi ce que je vois et les messages que je vois. Donc, c'est une question des deux côtés, évidemment, et il y a réponse qui est assez facile. Il n'y a pas de posters politiques ou des banniers qui sont autorisés sur le campus. Donc, on les retire. En fait, les gens qui font le travail sont quelque part dans la salle. C'est très important parce que ça crée un espace qui divise et qui n'est pas favorable pour unir la communauté.

Peut-être que Kathryn, vous pouvez mentionner que vous avez proposé d'avoir un Townhall le 7.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

C'est ce que vous avez dit. Le fait que l'idée originale du Townhall est apparue lors des premières négociations lors de l'occupation du Hall SG. C'était quand on disait qu'on aimerait avoir un éventail de participants, incluant des gens de Shalom, mais c'était complètement hors de propos. C'est pourquoi nous avons eu une négociation restreinte.

C'est très dur pour moi, très triste de voir que les étudiants, sur des deux côtés on peut parler et sentent que la situation est même dangereuse pour eux. Nous devons faire quelque chose contre l'extrémisme sur le campus. Retourner vers une situation où nous sentons que nous pouvons avoir un dialogue, où le campus est un endroit peaceful, un endroit serein, où les gens pensent qu'ils peuvent s'élever, je me suis même demandé si une personne israélienne allait prendre la parole dans ce contexte et je suis heureux que vous ayez pu le faire... Je voudrais, que les deux côtés puissent s'exprimer et aussi ceux qui sont au milieu, qu'ils se sentent le droit de dire "assez c'est assez".

Je pense que c'est très important que tout le monde puisse parler. Et c'est pourquoi une des raisons que nous allons essayer de trouver un moyen d'avoir un espace sur le campus qui est un endroit où nous pouvons avoir ces dialogues, où les gens peuvent parler librement des choses qui leur importent. Pas dans un de nos buildings, mais un endroit sur le campus, qui soit une part de notre EPFL City, si vous voulez, où il y a un endroit pour en parler. Mais c'est très important pour moi que tout le monde se sente en sécurité.

Et c'est un des objectifs de cette commission dont je vais parler. Que nous pouvons faire? Qu'est-ce que nous pouvons faire? Pour y faire mieux gérer les conflits sur le campus, pour apprendre mieux comment parler à l'autre, pour parler des choses difficiles d'une manière rationnelle. L'émotion est toujours là. Je suis aussi émotionnelle mais aussi pour pouvoir avoir une discussion respectueuse, une discussion civilisée dans laquelle les deux personnes s'écoutent vraiment à l'un de l'autre, ou deux groupes de gens s'écoutent.

Nouvelle question

Bonjour. Pour corriger quelque chose que l'on a mentionné, apparemment les deux côtés sont à l'aise de pourquoi cela a été fait et pourquoi cela a été fait. Mais ce qui est aussi clair est que ce n'est pas le 7 octobre. Des ONG, comme B'Tselem, une ONG israélienne, et d'autres Amnesty International ont documenté d'autres crimes qui ont été commis à l'Israël avant le 7 octobre, comme l'apartheid et d'autres. Maintenant, pour aller à ma question, Monsieur le Président, n'est-il pas dans l'esprit de la neutralité de choisir un langage équilibré? Par exemple, quand il est question du conflit en Ukraine, de la guerre en Ukraine, dans votre mail précédent, vous parlez de guerre. Alors que quand on parle de guerre à Gaza, vous parlez de crise en Israël et des territoires occupés palestiniens. Autre point, avec tout le respect que je dois au professeur Hess, dans son intervention au début, elle n'a pas prononcé le mot palestinien, elle a dit, territoire occupé sans prononcer le mot palestinien. Est-ce, parce qu'elle préfère ne pas le faire. Et si c'est le cas, est-ce équilibré un autre qu'elle préside une commission sur ce sujet? Merci.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Je vous prie de m'excuser de ne pas avoir utilisé le mot palestinien. C'était pas un espèce de tabou de pas avoir envie d'utiliser ce mot. C'était parce que, dans le contexte de la commission dont j'ai parlé, j'ai utilisé la terminologie ILOT, donc Occupy Territories, où il n'y a pas le mot palestinien, mais c'est pas par envie de négliger la Palestine. Donc, c'est un mot que j'utilise sans problème. Je te passe à la parole.

Réponse de Martin Vetterli

Alors, la différence avec la guerre en Ukraine, je suis désolé, c'est la position du gouvernement suisse. Le gouvernement suisse a très rapidement et de nouveau je ne juge pas si c'était juste ou pas a pris la position de suivre les sanctions, etc. et de déclarer que l'opération spéciale, c'était une guerre, etc. Donc, nous sommes tenus par la langue de notre confédération. Et dans le cas de la situation qui nous occupe, avec les territoires occupés palestiniens, le langage de la confédération est en train d'évoluer. Et quand il évoluera, on le suivra.

Nouvelle question

Je vais juste réitérer sur la question de neutralité et d'apolitisme. Je suis désolé, mais moi, je ne suis pas convaincu par cette position. Je trouve que l'EPFL est de manière intrinsèque, une institution politique avec une certaine vision de la société, du rôle de la technologie, par exemple. Et notamment, quand on parle de valeurs de multiculturalisme, de diversité et de tolérance, je pense que ce sont des questions qui ne peuvent pas être séparées de la politique.

Et pour des exemples plus concrets, juste ici, dans cette salle, il y avait une conférence, par exemple, sur le capitalisme et la crise écologique, qu'on ne soit d'accord ou pa, je pense que c'est un événement qui est complètement très politique. Aussi, la présence de groupes comme Zero Emission Group ou Unipoly, Poliquity, tous ces instances, je pense, sont vraiment inscrits dans une certaine vision de la politique.

Et juste ma question, c'est... Ici, je pense avoir eu un peu des réponses sur la position EPFL, qu'elle est aussi dépendante d'une instance gouvernementale. Et je me disais si vous pourriez expliquer ça sur vos prises de position pour au moins enlever de la confusion, parce que moi, je pense que j'ai été assez touché aussi par la confusion, en tout cas au début de la situation. J'ai l'impression qu'il y avait une manipulation, en fait, qui se faisait que la réalité n'était pas claire et je pense que c'est une part considérable de souffrance pour les étudiants qui ne sont pas pointus sur les positions politiques de se faire, en fait, oui, d'être confus et de voir qu'il y ait une certaine vision des choses, par exemple, perpétrées, enfin, exprimées par amnesty, qu'on voit que l'EPFL est en divergeant avec ces genres de positions, par exemple, sur le fait que les occupations seraient une manière légitime de manifester. Et... Voilà, donc, de manière générale, ma question, qu'est-ce que vous faites pour éviter cette confusion et est-ce que, s'il vous plaît, vous pouvez expliciter quelle est la position politique de l'EPFL, parce que je pense qu'elle existe et qu'elle est peut-être celle qui est majoritaire dans notre... en Suisse et dans Europe, mais elle est, par exemple, pas en ligne avec mes valeurs et ma vision de la justice. Et moi, je me sens personnellement trahi, en fait, en étant l'EPFL, parce que j'étais venu avec des aspirations, justement, motivées par vos valeurs de tolérance, etc.

Réponse de Martin Vetterli

Merci beaucoup. Vous avez touché un certain nombre de sujets. Je vais en prendre quelques-uns. Je vais laisser bien sûr à Kathryn d'en prendre d'autres.

Je vais prendre dans l'ordre inverse, parce que c'est plus facile pour ma mémoire défaillante, sur la position d'Amnesty. Nous, on a la position que prend le ICRC. Amnesty est une organisation que je respecte beaucoup, mais qui n'est pas sur le terrain. Le CICR est une organisation qui est sur le terrain, avec laquelle nous travaillons beaucoup. On a des projets dans les camps de réfugiés, sur la cyber security, etc. Donc, d'habitude, on regarde de très près la position du CICR. Pas par opposition, mais comme guiding light, non, la position. Personnellement, je pense que l'EPFL n'est pas une institution politique. Je l'ai déjà dit plusieurs fois, donc je peux refaire l'argument. Et je vous assure qu'il y a plein de gens qui adoreraient que ce soit une institution politique, en particulier les politiciens qui nous dirigent, et que ça, ce serait une très, très grave erreur d'entrer dans ce piège-là. C'est vraiment la ligne à laquelle je crois profondément, mais aussi qui est la ligne directrice de la direction de l'EPFL. Et donc, à ce point de vue-là, vous avez mentionné quelques associations.

Réponse Kathryn Hess Bellwald

Je prends la parole concernant les associations. Donc, une chose qui est devenue claire, dans le différent qu'on a eu avec Polyquity, et là, c'est aussi explicitement dit dans l'accord qu'on a signé avec Polyquity, c'est qu'on se rend compte qu'il y a des confusions, il y a des définitions qui ne sont pas claires, ce qui ne correspond pas du tout à l'esprit de la maison, dans le sens où on aimait bien savoir de quoi on parle, quand on parle de politique, partisan, etc. Donc, il y a un travail qui sera mené cet automne pour vraiment clarifier ces choses et puis voir comment est-ce qu'on doit formuler ça pour être sûr.. ais qu'est-ce que vous avez dit pour Polyquity, Unipoy, Zeg PolyZ, etc. qui prennent des positions. Dans quel sens, est-ce qu'il y a une discussion politique ou partisan qui est... qui est permis sur le campus ou qui a sa place sur le campus? Et c'est vraiment dans ce contexte, un peu comme je l'ai lu au départ, d'avoir... de se mettre ça dans un cadre d'un dialogue académique, une approche académique. Mais ça, c'est une discussion qu'on aura, comme va mener auprès de la communauté cet automne. Donc, on est ouvert à une réflexion en profondeur de ce que ça veut dire dans le contexte des associations.

Réponse de Martin Vetterli

Il y a une chose à laquelle je n'ai pas répondu et vous avez raison. On a des débats publics où on invite quelqu'un. Je ne sais pas, moi, je suis un fan de Piketty pour parler du capitalisme. Et ça, c'est un événement où un spécialiste de la question vient faire une conférence publique. On en a eu d'autres autour des questions d'écologie, etc. Mais c'est un académique qui vient parler d'un sujet académique et dans un contexte qui est complètement ouvert. Alors, on a discuté, évidemment, d'avoir un événement comme ça autour de la question qui nous occupe aujourd'hui. On va regarder ça, mais comme vous savez, à l'Unil, c'était un peu compliqué. Si je me souviens bien, d'après ce que mon collègue m'a dit, donc je pense que c'est tout à fait une

bonne idée d'organiser quelque chose comme ça. Il faut juste que ça se passe dans les bonnes conditions que ce ne soit pas taken over.

Nouvelle question

Comme vous êtes permis d'évoquer les articles du Temps, je vais me permettre de les évoquer aussi. Je me suis toujours battue pour les droits humains sur ce campus et ailleurs depuis que je suis ici avec Pay ton EPFL et c'est ce que je continuerai de faire. Dans ces articles de journaux il est paru que des personnes avaient reçu des menaces et disait que le mouvement Pro Palestine propageait la haine sur le campus. Je suis dévastée par ces propos personnellement. Le mouvement pour la libération de la Palestine est un mouvement pour la paix et contre les discriminations. Cela implique contre l'islamophobie et contre l'antisémitisme. Si des personnes ont été menacées ou harcelées pour leur opinion ou leur appartenance religieuse, je suis sincèrement désolée pour vous. Cela n'a pas lieu d'être. Personne doit être menacée ou se sentir en sécurité sur le campus. Aucun amalgame ne doit être fait entre les personnes juives et le gouvernement israélien.

Je tiens aussi à témoigner. Lors de l'occupation, je ne vis aucun message de haine, aucun propos violent. Nous avons en place une charte de respect et de bienveillance ainsi qu'une care team à laquelle on pouvait signaler tout propos discriminatoires et donc antisémites. Toutes les personnes avec qui j'ai manifesté, je le crois sincèrement, manifestent pour la paix. C'est d'ailleurs ce que nous chantions en partant du bâtiment. C'est pour la paix que nous sommes ici.

Ce qui m'a toujours guidé, c'est mon empathie. Et aujourd'hui, il est impossible de nier la souffrance du peuple palestinien infléchi par Israël. Il m'est impossible de rester stoïque face aux images du génocide court. Pour rappel, plus de 35 000 personnes ont été assassinées, donc plus de 14 000 enfants. Ce massacre doit cesser et il est de notre responsabilité qui cesse au plus vite.

Ce que nous demandons et que notre école ne soit pas complice d'une quelconque manière de crime contre l'humanité. En demandant ceci, on demande à ce que notre intelligence ne contribue pas sans notre consentement à légitimer ou perpétrer un génocide.

Avoir des partenariats avec des universités qui contribuent fièrement à l'effort de guerre israéliens et donc également à la destruction de toutes les universités palestiniennes ne peut pas justifier la liberté académique.

Réponse de Martin Vetterli

Merci. Merci beaucoup pour votre émotion sur cette question que je partage sur les événements qui se passent. La question c'est est-ce que nous sommes l'endroit ou l'institution qui a le levier pour avoir une action dans ce sens-là.

Dans notre discussion avec les représentants de l'Assemblée légitime le 8 mai, on a parlé, on a dit mais le vrai endroit pour déposer ça c'est sur la place fédérale à Berne. Parce que sur la

place fédérale à Berne vous avez les parlementaires, vous avez le gouvernement et la position du gouvernement suisse c'est aux citoyens et aux gens qui habitent en Suisse d'influencer. Et je vous encourage à le faire. Là où nous simplement on a une mission qui est, je répète, je suis désolé, on a une mission qui est apolitique. Vous dites que c'est être apolitique, c'est être politique. On a une autre mission que d'influencer le gouvernement suisse je pense que c'est à nous tous, ok, en tant que citoyen tant qu'habitant du pays, à influencer la politique de la Suisse sur cette question-là et sur d'autres.

Intervention de la personne ayant posé la question

J'irai à Berne sans problème mais ça ne justifie pas de collaborer avec des entreprises et des universités qui contribuent à l'effort de guerres israéliens.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Pour cela je mentionne encore une fois qu'on va vraiment regarder tous ces accords pour être sûr, voir s'il y a des drapeaux rouges, voir s'il y a des accords qu'on doit arrêter pour qu'il n'y ait pas vraiment de notre intelligence, comme vous dites, qui est impliquée dans les efforts militaires.

Réponse de Martin Vetterli

C'est une question parfaitement justifiée donc je vous l'accorde.

Nouvelle question

Tout d'abord je voulais vraiment vous remercier d'organiser ce Townhall. Je pense que c'est justement dans la bonne direction et il faut quand même remercier quand il y a le dialogue qui est ouvert. Pour moi c'est le début justement des procédures plus longues et qui se concrétiseront pendant l'été. Donc vous le dites avec cette commission qui étudie les partenariats et vous en parlez juste avant. Donc c'est parfait. Ma question elle porte là-dessus.

Il est important pour moi qu'on mette au clair dans quelle mesure est-ce que cette investigation mènera à la déclaration qu'un partenariat est problématique. Je m'explique l'université Hébraïque de Jérusalem par exemple, elle est construite sur des territoires occupés illégalement. Elle a un programme qui s'appelle Avazalot qui contribue à la formation d'officiers et de l'armée israélienne pour son service de renseignement. Il donne une prime aux étudiants qui vont au front et éventuellement des crédits académiques pour l'effort de guerre. Voilà. Donc si jamais l'EPL a un partenariat avec cette université pour la construction de panneaux solaires, est-ce que c'est quand même éthique de contribuer avec une institution qui contribue à ce point l'effort de guerre ?

Réponse de Martin Vetterli

Je pense que c'est une très bonne question. Non mais je le dis sérieusement. Je pense que c'est exactement le genre de question qu'on doit regarder, mais dans la réponse, on ne l'a pas a priori. Je pense qu'on doit regarder ça, on doit se poser ces questions-là. Ce n'est pas le seul endroit où on doit se poser ces questions là dans nos partenariats. C'est exactement pour ça qu'il y a déjà presque une année, on a créé ce comité spécifique. Donc c'était bien avant ce qui

nous occupe aujourd'hui pour analyser les partenariats sensibles. Et ce n'est pas seulement dans le cas, c'est en général aussi vis-à-vis de partenariats industriels. Donc c'est une bonne question. Je ne peux pas vous donner la réponse.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Une partie du travail de l'analyse qu'on fera, c'est aussi la contextualisation, comprendre dans quel contexte ces accords ont été créés et quels étaient vraiment les buts. Mais sans avoir un peu plus d'informations concernant le contexte et vraiment pas seulement le nom du projet ou les participants, il est difficile de dire. Mais on promet qu'on ne va pas seulement dire oui, non, drapeau rouge, vert, etc. Mais... pourquoi ?

Nouvelle question

Je vais vous poser une question sur une collaboration problématique, un projet dans lequel l'EPFL est impliqué, qui s'appelle Clean Sky, où l'industrie spécifique israélienne, qui est construit, Kamikaze Drone participe aussi. Mais je pense que je voudrais vous demander une question sur ce qui se passe aujourd'hui. Je suis honnêtement en désaccord avec vous, en regardant la science être au-dessus de la société. Et je pense que c'est probablement une opinion qui est partagée avec une partie de la communauté qui est ici, présent aujourd'hui.

Je vous remercie, parce qu'il n'y a pas de manière à faire ça, pour mettre la pression sur vous, notre leader, pour faire quelque chose. Parce que c'est ce que nous, en partant de cette communauté, qui est présent ici, dans notre travail tous les jours, Nous sentons que nous avons aussi quelque chose à faire. Je vois que vous recevez des ordres de plus haut. Mais à quel point allez vous également dire ce que votre communauté ressent au Parlement.

Réponse de Martin Vetterli

Je ne reçois pas d'ordre. J'ai des limites dans lesquelles nous opérons en tant qu'institution fédérale. Ce ne sont pas des ordres mais la gouvernance pour être clair.

Intervention de la personne ayant posé la question

Mais vous avez des organismes politiques.

Réponse de Martin Vetterli

C'est exactement ce que nous n'avons pas, des organismes politiques et je peux le répéter tout le temps, je suis heureux de le faire. C'est très clair que ce serait un grand erreur d'entrer dans des organismes politiques. Nous serions exposés à toutes les sortes de... C'est ce qui s'est passé, regardez ce qui s'est passé dans les États-Unis, on peut toujours apprendre de l'US. On peut apprendre ce qu'on peut pas faire de l'US, et on peut apprendre... Vous savez ça, hein, d'un pays étudiant, qui est forcé à apprendre, à arrêter de apprendre, à la séance de la révolution, etc. La raison pour laquelle je pense que la science est en train, est en fait une épistémologique. Donc si vous retournez à ce qu'on fait de la science, c'est le fait que, dans le sens poppérien, vous pouvez faire un expérience et falsifier ce que est le mauvais, et vérifier ce que est le correct. Et les choses que nous faisons à l'EPFL, à une grande ampleur, tombe dans l'épistémologie poppérienne. Nous devons se souvenir de ça, et tous nos étudiants doivent se

souvenir de ça. Ça a un peu d'esotérique, mais c'est exactement ce qui fait la limite entre ce que nous faisons et ce que nous pouvons comme déclaration et ce dont nous devons rester à l'écart.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

C'est une question qui vient de ce que je disais à la début, que la science a un rôle spécial dans la société, et si la science devient trop politique, elle perdra son statut particulier, et nous devons être très attentionnés de ne pas perdre ce status et de respecter le rôle spécial de la science.

Réponse de Martin Vetterli

Je peux juste vous dire, il y a un exemple très fameux historique, qui montre comment compliquer c'est. C'est le développement de la bombe atomique pendant la seconde guerre mondiale. Et bien sûr, je dois être honnête, si les alliés n'avaient pas développé la bombe atomique, je suis désolé de l'admettre, je ne pense pas qu'on soit là pour parler aujourd'hui. Mais beaucoup de scientifiques qui participent ont des secondes pensées après ce qu'ils ont vu, et ça a été le cas avec eux. Alors, vous savez, on va essayer de faire un petit peu de recueil et d'être conscients, le principe de précaution.

Nouvelle question

Il y a une citation très bien connue, qui dit que tout ce qui est nécessaire pour le triomphe du diable est que les bonnes personnes ne fassent rien. Pour moi, c'est comme l'université. Pour moi, c'est comme la université priorise une neutralité illégale pour le bien de l'EPFL, plutôt que de s'élever pour ce qui est moralement juste et de s'opposer la génocide en Palestine. En ne nous mettant pas aux côtés des victimes du génocide, nous sommes, comme une université qui ne prend pas position mais prend aussi position pour le mauvais côtés.

C'est aussi comme vous aussi, que vous êtes très attentif à ne pas utiliser le nom de la génocide, pour décrire ce qui se passe en Palestine. Je me demande si c'est quelque chose que vous faites intentionnellement.

Qui plus est je voudrais très bien encourager la université de couper les liens avec les entreprises qui apportent la génocide, comme HP et Siemens, et de ne pas les soutenir financièrement. Je veux savoir, est-ce qu'il y a quelque chose que nous pouvons faire comme une communauté à l'université pour prendre l'action, ou vous ne vous donnez que la réponse que vous êtes en train d'écouter les deux côtés, où y a-t-il quelque chose que nous pouvons faire pour vous convaincre de vous mobiliser pour les Palestiniens et pour ce qui est correct.

Réponse de Martin Vetterli

Ok, donc, l'utilisation de la word génocide, la réponse va venir de l'ICC (International Criminal Court).

Intervention de la personne ayant posé la question

Et des Nations Unies, plusieurs experts ont déjà classifié comme un génocide. Oui, bien sûr. Si la loi de l'ICC dit que c'est un génocide, vous aussi vous dites que c'est un génocide.

Réponse de Martin Vetterli

L'ICC n'est pas une institution suisse même si la Suisse en fait partie.

Si vous me demandez ce que vous pouvez faire, c'est d'être sûr que cette communauté reste unie et puisse débattre de ces questions dans une voie polie et équilibrée poli et équilibré. Et les exemples que Kathryn a donné étaient des conseils pour nous que ce n'était pas si facile d'avoir un débat avec tous les partis qui sont représentés. Et c'est pourquoi nous devons travailler comme communauté.

Je ne vais pas répondre à la question de la position politique que nous allons prendre, parce que nous ne devons pas prendre la position politique.

Intervention de la personne ayant posé la question

Ok, donc vous n'allez pas vraiment faire de grands changements de la politique de l'université qui aurait un impact.

Réponse de Martin Vetterli

Nous ferons évoluer notre position, comme nous l'avons déjà fait, comme c'est dit par Kathryn, et nous allons voir comment nous allons voir aussi loin que nous pouvons évoluer dans ces conditions de base et les conditions de base que je ne vais pas répéter, pardon, dans l'intérêt de la temps, que nous sommes une institution apolitique. Et je sais que vous pensez que le fait d'être apolitique est politique, mais je ne vais pas faire un morceau sur Wittgenstein sur l'utilisation du langage je l'ai fait avec Popper mais ce n'était pas très populaire donc je vais m'arrêter ici.

Réponse de Kathryn Hess

Je pense que comme l'a dit Martin Vetterli, nous sommes contraint par une certaine frameworks, nous sommes une institution fédérale, et nous ne pouvons pas aller au-delà des limites que nous donne notre autorité de tutelle, le Conseil fédéral, qui est une institution politique, et qui peut prendre des positions politiques, et à base de ce que c'est, cela détermine la frameworks que nous travaillons. Et pour le moment, le Conseil fédéral n'utilise pas le nom de génocide.

Intervention de la personne ayant posé la question

Donc vous nous encouragez à pétitionner auprès du Conseil fédéral et de leur faire part de nos soucis.

Réponse de Kathryn Hess

Vous amenez vos préoccupations à Berne, c'est la bonne place.

Intervention de la personne ayant posé la question

Ok, et c'est eux qui vous autoriseront à utiliser ce langage.

Nouvelle question

Donc, on vient de parler de la question de si c'est un génocide ou pas, mais j'ai l'impression qu'on peut être sûrs qu'en tout cas, ce qu'il se passe en Palestine, c'est quelque chose qui est insupportable, et on a envie de faire quelque chose, on parle de plus de 30 000 personnes qui sont déjà mortes, etc. Et en pensant à ça, moi ça me fait penser à des situations comme l'Afrique du Sud et l'Apartheid, qui, voilà, là, c'est évident que c'est quelque chose en envie de faire quelque chose.

Et puis, je pense que c'est un cas où on peut avoir toute une pression internationale, et je me demande si on peut pas justement avoir le même raisonnement pour ce qui est en train de se passer, et demander, par exemple, à l'EPFL, même si elle est liée au Conseil fédéral, d'avoir du courage et d'aller dans ce sens pour essayer d'améliorer la situation. L'objectif, c'est d'améliorer la vie des gens là-bas. Est-ce qu'il n'y a pas moyen, du coup, de là, par l'EPFL, de prendre part, d'avoir du courage, juste, voilà, ça va en-dessus de la politique, juste pour essayer d'améliorer la vie de la politique.

Réponse de Martin Vetterli

Merci beaucoup. Je vous entends bien, je vous comprends, et j'aimerais vous rappeler que ce qui a fait tomber l'apartheid, c'est le mouvement de divesting aux États-Unis, qui était un mouvement qui venait des étudiants, qui ont fait de la pression sur les entreprises américaines, qui ont compris qu'elles avaient un risque réputationnel, et qui, finalement, ont commencé à sortir leurs affaires de l'Afrique du Sud. Donc, je n'aimerais pas sous-estimer le pouvoir que vous avez en tant que citoyen. Là où nous, on a un problème, c'est que nous, on soit utilisé comme leviers pour faire ça. Parce que nous ne sommes pas les bons leviers pour faire ça, c'est tout. C'est les entreprises, c'est les politiciens si c'est la position politique.

Nouvelle question

Bonjour, Natasha Stegmann, je travaille à la VPT au Bureau de l'égalité. Moi, en fait, j'aimerais exprimer mon malaise par rapport à la situation, et puis aussi par rapport aux méthodes qui auraient été utilisées au moins lors de la première occupation dans le hall SG. J'ai entendu dire qu'il y avait eu des sorties de secours qui ont été cadenassées, des étudiants et étudiants qui ont été séquestrés dans des salles, parce que j'ai l'impression qu'il n'y a pas vraiment dans un esprit de dialogue, et c'est pour ça que je suis un peu choquée par ces méthodes-là. Et du coup, moi, qui travaille beaucoup dans les processus, etc. avec beaucoup d'entre gens, j'espère. En fait, ma question, c'est plutôt de demander en fait quels sont les processus à l'interne en matière de sécurité, qu'est-ce qui justifie ces méthodes-là, et comment elles ont été réfléchies et planifiées. Donc voilà, c'est vraiment très, presque geek d'une personne qui travaille dans les processus, mais voilà, je suis très curieux de vous savoir.

Réponse de Martin Vetterli

Merci. Je peux vous donner le high level sur le processus. Donc la première, j'ai dit que la première mission, c'était l'éducation, mais la première mission, c'est la sécurité sur le campus. Ok? La sécurité de tout le monde sur le campus. Et donc on a un service hyper professionnel qui, dans les conditions, qui, dans les conditions où on ne sait pas ce qui nous arrive, prend les meilleures mesures possibles pour assurer la sécurité. Et j'ai entière confiance dans ces professionnels. Maintenant, pour ce qui s'est exactement passé le 7 mai, Kathryn you were on the ground, so...

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Alors quand je suis arrivée au bâtiment SG, c'était une demi-heure après, à peu près une demi-heure, je crois, après le début de l'occupation. Et puis, donc quand les occupants sont arrivés, les gens de la sécurité ne savaient pas combien de personnes arrivaient, à la fois. On avait entendu qu'il y aurait peut-être un grand nombre de personnes qui venaient depuis l'Unil, à cause de l'occupation qui avait lieu à Géopolis. Et pour éviter qu'il y ait tout d'un coup vraiment foule qui arrive, quand il n'y avait pas assez de membres de sécurité sur le campus, donc ils ont fait appel pour avoir un soutien. Mais en attendant ce soutien, sachant pas combien de personnes allaient arriver, il fallait prendre des décisions pour empêcher l'entrée de trop de personnes dans ces lieux-là. Il n'y avait pas assez de personnes sur place pour vraiment s'occuper de chaque porte, c'est pour ça que certaines portes étaient cadenassées. Alors il y avait une situation inédite, des services de sécurité en fait, de l'aure-mieux pour assurer la sécurité des gens. Donc j'ai entendu des gens qui disaient, oui mais c'est-à-dire que c'était sûr pour les gens qui étaient là qui pouvaient sortir en cas d'urgence, oui. Il y avait assez de sorties qui étaient libres pour que les gens puissent sortir en cas d'urgence. Donc, il s'est avéré pour finir, qu'il n'y avait pas de la foule attendue qui est arrivée, qu'on a réussi, ils sont restés je sais pas, c'était 50-80 personnes, quelque chose comme ça.

Mais c'était une réaction pour essayer d'éviter débordements vu ce qui est arrivé avec des afflux de personnes à l'Unil. Donc, c'est dans ce contexte là, on ne pas sachant ce qui pourrait venir. Donc je comprends que pour des personnes d'être enfermées dans une salle ça peut être traumatisant, je comprends très bien. De ne pas savoir quand est-ce que je vais pouvoir sortir, qu'est-ce qui se passe, pourquoi est-ce qu'on ferme. Je comprends tout à fait que ça c'est un moment très difficile à vivre. Et c'est pour ça quelque chose que je vais faire très prochainement avec la Doyenne de l'ENAC e c'est d'aller vraiment parler aux étudiants d'architecture pour les écouter, pour comprendre qu'est-ce que c'était la réaction pour qu'on explique et puis pouvoir ce qu'on peut faire pour éviter qu'il arrive quelque chose comme ça de nouveau. Mais j'entends très bien que ça peut être traumatisant. Mais pour ceux qui étaient dans le hall SG il était toujours possible de sortir.

Nouvelle question

Ce n'est pas pour la direction c'est pour la femme qui a parlé de Shalom. Je pense que les étudiants qui ont commencé cela ont considéré vous comme une partie de eux. C'est pourquoi ils ne vous ont parlé pas parce que si quelqu'un oppose le genocide, la mort de la personne, vous êtes à la même place, vous n'êtes pas comme l'opposant comme quelqu'un essaie de la

faire croire. Je suis de langue maternelle arabe, le mot Intifada signifie "soulèvement". C'est moins que "révolution", c'est quelque chose comme des protestations pour signifier qu'il y a quelque chose de faux. Il signifie droits similaires pour toutes les personnes vivant là. Vous trouverez même les Palestiniens en parlant sur la télé, en mentionnant que ce qu'ils demandent c'est qu'ils ont des droits égaux et qu'ils sont fiers de vivre avec tous les Israéliens qui vivent là avec des droits égaux et dignité. Vous ne devez donc pas être offensé. Cela signifie pour tout le monde être égaux et avoir les mêmes droits.

Nouvelle question

Je voulais prendre la parole parce qu'il n'y a pas beaucoup de personnes ici, avec les cheveux blancs. Après toutes les interventions des étudiants, je crois qu'il y a quelques autres seniors qui vont prendre. Ça fait 31 ans que je suis dans l'école. Je crois que j'ai été un peu imprégné des valeurs. J'ai aussi contribué à des événements culturels. Je continue aussi des événements concernant les droits de l'homme, comme le faire venir ici à l'EPFL, le Festival international des films des débats et sur le droit de l'homme et des choses comme ça. Ce qui se passe juste en préambule. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est qu'on nous, on est de nouveau en présence de la guerre. Chose que dans ma génération, c'est pas que les guerres existaient pas, mais quand on était, quand j'étais jeune homme, quand j'étais étudiant en Suisse, mais sûrement il y avait la guerre froide, mais quelque part on pensait. J'ai pas du tout été programmé pour réfléchir à la guerre et je pense que personne ne l'est vraiment. Donc on essaye comme ça de rationaliser les choses. Oui on peut parler de Wittgenstein et de Popper, mais à la fin c'est juste la guerre et c'est dégueulasse.

Et je crois que ce qui se passe ici, personne va peut-être sortir de cette réunion en étant 100% satisfait, mais ce qui se passe ici, c'est extrêmement positif.

Je ne suis pas d'accord avec toutes les positions que j'ai entendues de la part de la direction, je suis pas d'accord avec la totalité des positions que j'ai entendues ici de la part de l'audience. J'en ai applaudi certains, c'était la liberté de chacun d'applaudir, de pas applaudir, je crois, et il y a eu un respect absolument incroyable et il faut ensemble, ça c'est déjà une très très grande réussite. Donc j'aimerais saluer ça de la part de tous les côtés. Et puis tous ces témoignages et ces émotions sont très très justes. Maintenant je vais quand même sortir une ou deux piques.

Alors en ce qui concerne la sécurité, moi j'ai envie de dire ce que je connais de la vie, de ce que je connais de différents combats, n'amenez pas la police sur un campus universitaire.

Parce que c'est faire, parce que la police, même ici dans le canton de Vaud et j'ai des raisons personnelles, familiales et autres de le savoir. Et j'ai mon beau-frère qui flic à Genève et je l'aime beaucoup et il y a toutes sortes de nuances. Mais globalement et souvent ils savent pas, ça augmente la tension, mais ça augmente la tension de manière importante. Et donc on pense que la police est très professionnelle et ce n'est pas pour les blâmer, c'est simplement des situations à gérer, que c'est très professionnel, ils vont savoir désescalader, mais en fait ça augmente la pression. Donc je pense, mais par contre si vous plaît, ne blâmez pas Kathryn Hess, je crois qu'elle était dans une situation, ne pensez pas que ici notre vice-président, notre

président, le modérateur, c'est des gens qui savent tout. Comme j'ai dit au début c'est une guerre qui nous arrive ici par ricochet sur ce campus et il faut beaucoup, beaucoup de sagesse pour apprendre des expériences. C'est ce que vous êtes en train de faire, je crois, ce serait imparfait. Il y a des demandes que tout le monde ne sera pas content, tout le monde sera peut-être un peu mécontent, mais c'est vraiment, je sais pas s'il y a d'autres universités en Suisse et dans le monde qui font ça. C'est pas du tout comme ça, Polytechnique Paris. J'ai été discuté avec les étudiants à l'université de Lausanne, les étudiants qui manifestait pour Gaza. J'ai trouvé qu'il y avait une belle qualité de dialogue aussi, mais après j'ai pas bien vu l'évolution, comment ça va, j'espère que ça va aller aussi. Mais là on peut collectivement être très, très d'accord. Et j'aimerais dire une dernière chose que c'est absolument vrai et absolument regrettable qu'on a entendu un peu qu'une seule voix et une seule personne de nationalité, si j'ai bien compris israélienne, ou en tout cas de confession juive. Je trouve que effectivement il faut qu'il y ait une parole aussi ouverte qui puisse être audible de la part des personnes qui sont juives, israéliennes, ou qui soutiennent Israël.

Mais j'ai un mais. S'il vous plaît, quand vous prenez cette position là, ne commencez pas par dire que tout le reste de l'audience ne comprend rien à l'origine du conflit. Parce que ça n'est pas respectueux. Je pense que les gens sont documentés depuis l'histoire de ce conflit qui remonte à la Nakba. Et je pense que dire, ah mais vous comprenez rien, le 7 octobre commence tout et puis que enfin, moi le 8 octobre quand j'ai vu tous les dirigeants occidentaux, maintenant je viens sur mon opinion personnelle, dire voilà on va défendre le droit d'Israël de se défendre. Quand on entendait les propos d'Israël de se défendre, ce que réclame le gouvernement israélien c'est le droit de se venger. Et ce n'est pas le droit de se défendre. Donc s'il vous plaît, il y a une longue histoire, elle est très très longue et que ça soit d'un côté ou de l'autre de commencer un dialogue en disant que les autres ne comprenaient rien, c'est pas terrible, à mon avis. À mon avis. Merci beaucoup.

Réponse de Martin Vetterli

Sur la présence de la police, je suis désolé mais ça, j'ai aussi appris à mes dépens. Soit vous dites il y a une ligne rouge et vous devez le faire très rapidement parce que si vous n'avez pas mis la ligne rouge après une semaine, deux semaines vous ne pouvez plus rien faire. Je regarde le chef lawyer. Moi, je n'étais pas conscient de ça. Mais si vous avez une occupation pendant 10 jours, vous dites non mais ça ne va pas parce que les cours ne peuvent pas avoir lieu et bien, vous êtes bec dans l'eau. Je crois qu'on était loin de la ligne rouge. Mais bon. Ce qu'on avait choisi c'est qu'il n'y aurait pas overnight stay dans un building de l'EPFL ou entre parenthèse, il y a les ateliers d'architecture, les gens travaillent la nuit, etc. Et puis on peut dire c'est pacifique, etc. Je ne vais pas entrer dans ce débat là, on va tout de façon analyser tout ce qui s'est passé là.

Maintenant est-ce qu'on a tout fait juste ? Bien sûr que non. Parce qu'on apprend en faisant. Je regarde ce que mon collègue à l'ETH a fait. C'était plus musclé qu'ici. Donc, j'essaye d'avoir le chemin du milieu. Est-ce qu'on était au mieux ? Je ne suis pas sûr. Et puis je suis prêt à reconnaître les erreurs si on a eu.

Nouvelle question

Nous avons été ici pour les accusations de pro-Palestiniennes étudiants qui ont été antisémites ces dernières semaines. Et en même temps Madame Kathryn Hess qu'elle était heureuse que Vivapoly soit une réussite et que l'association ait pu mettre leur drapeau. Donc, il y a clairement des accusations contre les protestants pro-Palestiniennes d'être antisémites. Comment l'EPFL vont combattre ces fausses accusations? Et si on peut savoir combien de cas clair d'antisémitisme contre des personnes physique sont officiellement documentés? Et dans le même temps, nous pensons que pour réduire l'antisémitisme, nous devons faire une claire distinction entre sionisme et personnes juives.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

En terme de cas d'antisémitisme documenté, la manière dont ils sont documenté, cela se fait sur la base d'une plainte officielle au RCO, cas traité par le Respect Compliance Committee. Jusqu'à présent, nous n'avons rien reçu. Récemment, nous avons reçu des captures d'écran de diverses conversations sur Telegram.

Intervention de la personne ayant posé la question

Télégram ne compte pas, ils utilisent des bots.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

De la même manière nous n'avons pas reçu de plainte comportement anti-islamique. Si nous devions recevoir de telles plaintes, nous les aurions prises très sérieusement. Remarquez que je n'ai accusé personne d'antisémitisme mais je dis que nous devons être très attentifs, pour s'assurer que nous maintenions un environnement positif. Et il est clair que tous les anti-, discriminations, racismes ne sont pas acceptables.

Intervention de la personne ayant posé la question

Comment expliquez-vous que Le Temps publie un tel article faisant passer les pro-palestiniens comme des démons et nous attendons à ce que l'EPFL, à défaut d'être à nos côtés, nous défende dans les médias. Ce n'est pas acceptable de laisser les gens dire tout ce qu'ils veulent à notre sujet.

Réponse de Martin Vetterli

Je comprends et j'étais très contrarié à propos de cet article. Mais vous savez quoi? Nous ne contrôlons pas le journal Le Temps.

Intervention de la personne ayant posé la question

Mais vous contrôlez ce que vous pouvez dire publiquement que vous n'aimez pas ce que les médias disent à propos des pro-palestiniens.

Réponse de Martin Vetterli

Oui, et dans le même numéro il y avait ma prise de position à propos de ce que j'ai répété 17 fois ici. Mais nous allons nous pencher sur la question mais de fait c'est un article très perturbateur.

Nouvelle question

Comme nous parlons de l'antisémitisme, de l'islamophobie ou des mots qui ont pu être dit, juste aujourd'hui quelqu'un a dit que les pro-palestiniens étaient extrémiste et non-réactif.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

J'aimerais répondre. Le mot extrémiste a été utilisé, mais il n'était dit que tous les pro-palestiniens étaient extrémistes. Ca n'a pas été dit.

Intervention de la personne ayant posé la question

Mais relier l'Intifada un mouvement pour la liberté à l'extrémisme me choque.

Nouvelle question

Merci d'être ouvert à la discussion, c'est vraiment important et merci pour cela. J'aimerais juste revenir à votre position par rapport au conflit. C'est que la Suisse reconnaît la cour pénale internationale et il y a un bureau d'enquête de la CPI qui vient de dire que Netanyahu est bien coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et pareil pour son ministre de la défense. Dans ce même document il rend coupable certains dirigeants du Hamas, donc il y a une certaine position qui est équilibrée. Pourquoi vous votre avis n'est pas aussi équilibré sur cette situation et ne reconnaît pas au même point les crimes commis des deux côtés.

Réponse de Martin Vetterli

Alors pour être précis c'était publié il y a deux jours et c'est le procureur de la ICC qui demande qu'il y ait un mandat international, l'ICC n'a pas encore décidé. Et effectivement ça a l'air d'être balance statement, c'est à l'ICC de juger, ce n'est pas à moi de juger.

Je veux juste dire, peut-être pour revenir à quelque chose qui a été dit. Les racismes, les racismes, sont punis par la loi. Il y a un framework légal, et si nécessaire, on va l'appliquer sur le campus, si nécessaire. Je veux juste dire que ce soit très clair.

Nouvelle question

Je voudrais revenir sur un truc qui m'a interpellé tout à l'heure. On a parlé beaucoup de neutralité et du fait qu'il n'y avait pas de censure sur le campus de tout ce qui était en rapport avec la Palestine. Sauf qu'hier, j'étais à Vivapoly, et le bar d'Unipoly normalement est nommé Pastèque, parce que végétarisme, etc., depuis deux ans. Mais cette année, il n'a pas eu le droit de se nommer comme ça. J'aimerais savoir ce qui justifie cette décision, sachant qu'il y avait plein d'associations qui ont affiché des drapeaux de leur pays. Et la Pastèque, c'est un fruit.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Effectivement, Pastèque c'est un fruit. On est d'accord. On sait aussi, personne n'est dupe, que la Pastèque, c'est aussi autre chose de nos jours. C'est un symbole de la lutte palestinienne qui n'est pas quelque chose dans les statuts ni d'Unipoly ni des Polyquity. Donc les statuts

d'Unipoly parle d'éco-socialisme, les statuts de Polyquity parle de lutte pour l'égalité, et puis pas de lutte pour la Palestine.

Et justement, vu les tensions actuelles sur le campus, nous avons pris la décision que c'était mieux d'éviter ce symbole actuellement. Pour ce qui est de l'utilisation de drapeaux, quand on a une association liée à une certaine nationalité, il est normal que cette nationalité puisse montrer son drapeau lors de Vivapoly.

Nouvelle question

Bonjour. Tout d'abord, merci pour l'organisation de cet événement. Et merci aussi d'avoir rappelé tout au long de l'événement l'importance de la neutralité sur un campus, l'importance d'avoir un espace. On peut venir étudier sans avoir peur de son opinion, sans avoir peur de ses croyances, et de garder ça au centre de votre position et au centre de tout ce que vous faites. Merci aussi pour la gestion de la crise qu'il y a eu. Tout a été, selon moi bien fait. Merci encore. Et je vais savoir si vous étiez, si vous alliez dans le futur, continuer d'organiser ce genre d'événement régulièrement pour que la communauté puisse plus facilement s'exprimer en groupe, à vous même si on sait que les emails que l'on vous envoie sont lus, pour ma part, en tout cas, le mien a été lu. Donc merci encore.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Alors, merci pour la question. Je pense que oui, je ne peux peut-être pas des Townhalls comme ça, surtout si ça dure deux heures toute la semaine, mais je pense que c'est quelque chose d'important. Et puis, il y a des personnes qui ont dit s'il n'y avait pas eu l'occupation, il n'y aurait pas du Townhall. En fait, on en parlait même avant les occupations. Croyez-moi ou pas, c'est vrai. On était en train de parler mais comment est-ce qu'on peut rentrer dans un dialogue avec la communauté.

Donc cette commission que je vais présider maintenant va mettre en place plusieurs types d'actions, plusieurs forum de discussion, plusieurs façons d'échanger avec d'autres personnes. Parce que je pense que ce qui se passe aujourd'hui, avec cette discussion, on s'écoute de façon respectueuse et puis nous, on fait de notre mieux pour répondre. Je pense que c'est un bon pas dans une direction d'apaisement et puis de montrer, et puis aussi pour nous d'apprendre et d'être à votre écoute. Donc pour moi, oui, c'est quelque chose de très important pour suivre.

Nouvelle question

Comme vous, je suis très inquiet de la situation. Je suis aussi, bien sûr, d'accord que vous êtes en train de prendre la pression. Il y a au moins deux points que j'aimerais vous donner que je pense sont vraiment essentiels. Le premier est concernant les mesures actuelles et j'aimerais vraiment vous entendre, aussi, de reconnaître que la police est intervenue le 16. C'est pas que elles n'ont pas intervenu, que ça n'a pas été dit et qu'elles ont. Je pense que c'est très important. Ils ont entrés dans la building et si vous n'avez pas bougé, vous seriez arrêté. C'est une intervention dans mes yeux. En uniforme et tout. Je pense que c'est vraiment important que c'est une communication claire. Je partage totalement l'opinion qui a été évoquée avant. Je ne

pense pas que c'est une bonne façon de faire descendre les extrémismes. Je pense que c'est peut-être quelque chose que vous devriez considérer. C'est aussi lié à ma question 1a question. Les mesures que vous avez évoquées et les thèmes sur les conséquences légales ou disciplinaires qui ont été évoquées par nos étudiants, je trouve très inquiétantes de les garder en place. Et si oui, pour combien de temps? Parce que c'est un peu comme un état d'urgence

La 2e question est relativement à cet article que vous avez aussi vu être aussi très inquiétante. Parce que quand je l'ai lu, j'étais très choqué, parce qu'il y avait des discours de haine, menaces de mort, j'ai eu du mal à croire que ça va venait de l'intérieur. Et je pense que c'est très important que vous, en tant de direction, vous en faites une déclaration contre cet article qui a vraiment évoqué une image sur ces mouvements que je n'ai pas vu d'un étudiant faire de la violence. Je vois ça vraiment comme un mouvement pour la paix, pour une grande partie. Je n'ai pas vu un étudiant faire faux et, en tout cas, ils sont forcés par la police de la construction et maintenant, ce matin, dans Le Temps on lit cette article, je suis très inquiet parce que ça pourrait mené à une polarisation de la manière la plus extrême à la polarization en plus. Donc, que ce soit, ce forum est certainement une très bonne étape.

Réponse de Martin Vetterli

Après la première occupation, nous avons accepté de négocier. Je suis revenu d'urgence d'un voyage afin d'être là le 8 avec les enseignantes et enseignants à midi et avec les délégués de l'Assemblée légitime à 17h, de négocier pendant trois heures, de parler à la presse, etc... Nous nous étions mis d'accord sur la manière de dialoguer mais Le 16, nous étions de retour au point de départ. Je suis désolé, c'est un manque de confiance. Nous avons accepter de parler, et cela a été ignoré. Je suis vraiment désolé. Si vous pensez que c'est fun de décider d'avoir les forces de l'ordre sur le campus, ce n'est pas fun du tout. Nous étions mis au pied du mur. C'est très malheureux.

Intervention de la personne qui a posé la question

Je parlais de la communication. Ainsi, vous n'avez pas reconnu que le 16 il y avait eu une intervention de la police. C'était ma question.

Réponse de Martin Vetterli

Je le reconnais. Et je peux aussi expliquer pourquoi la police a du intervenir.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Concernant l'article du Temps, ça vient de l'intérieur du campus, au moins une partie. C'était vraiment une réaction à ce qui se passait au sein de l'Assemblée de l'AGEpoly. Et là au sein de l'AG de l'AGEpoly, ce n'était que les membres de l'EPFL. Vous ne pouvez pas aller à l'AG si vous n'êtes pas un étudiant ou quelqu'un d'affilié d'une manière ou d'une autre. C'était des personnes de notre communauté.

Intervention de la personne qui a posé la question

Mais sur Telegram, des menaces de mort à l'AGEPoly.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Ces menaces doivent être analysées attentivement mais ce n'est pas clair que ça vient de l'extérieur, nous devons investiguer si cela venait de l'intérieur ou de l'extérieur.

Intervention de la personne qui a posé la question

Je pense que ce serait très bien de prendre une déclaration claire sur cet article qui, quoi qu'il en soit, étend cette image à toutes les personnes qui protestent. Je pense que c'est très important.

Nouvelle question

Je vais parler en français, parce que ce sera plus simple. Je suis une des personnes qui a témoigné dans Le Temps. Malheureusement, je vous l'annonce, les menaces de mort que j'ai reçues personnellement sont des étudiants qui sont sur le campus. On sait plus ou moins qui c'est, parce que ce sont des connaissances de connaissance, et ce sont des étudiants du campus. Tout ce que nous avons dit dans Le Temps, on a dû le justifier. On a un document que l'on a déjà envoyé à Mme Kathryn Hess, qui fait 29 pages, où il y a 6 pages de texte qui relate les événements pour 19 pages d'annexe, de screenshots de messages Telegram, de savoir qui sont ces gens sur Telegram puisque c'est des amis, d'amis, d'amis. On peut toujours trouver des moyens de savoir s'ils sont sur le campus ou pas. Malheureusement, la majorité d'entre eux le sont. Il y en a qui ne le sont pas effectivement, mais ces messages, il me semble qu'on les a pas mis dans le temps justement. Ensuite, concernant l'Assemblée générale de l'AGEPoly, c'est un point très important que je vais revenir.

Moi, j'ai toujours eu une position pour prôner la désescalade sur ce campus. Je pense qu'on ne doit pas importer le conflit sur le campus. On doit avant tout offrir un espace de paix à tous les étudiants. Les revendications, je pense qu'elles sont en dehors du campus. Elles sont dans la manifestation qu'il y aura à Lausanne dans les prochains jours. Elles sont à Berne, comme l'ont dit Kathryn et Martin Vetterli. C'est ce sont des revendications qui sont sûrement légitimes. Je pense qu'effectivement, comme l'a dit le président, ce n'est pas la manière de faire d'utiliser l'EPFL comme levier pour faire passer ces choses. On est en Suisse. Moi, je suis français. Je trouve que la Suisse, c'est une belle démocratie. Les citoyens, les personnes qui vivent ont un pouvoir qui est non négligeable. Avec quelques signatures, on peut faire une initiative cantonale, une initiative fédérale. Je pense que c'est très important de le souligner. Maintenant, concernant ce qui s'est passé à l'AGEPoly, je vais témoigner personnellement et malheureusement, d'autres personnes qui ne pourront pas le faire, mais qui ont vécu la même chose que moi.

Alors, tout ce qui a été dit dans Le Temps est totalement vrai. On a même, l'article dans le temps, c'était même plus engagé. On l'a modéré pour rectifier certains propos.

Concernant ça, l'AG de l'AGEPoly, nous sommes arrivés, nous, en ayant préparé le point pendant plus de cinq heures, la veille et la journée, on a discuté avec l'ensemble des partis pour proposer des solutions concrètes, des solutions de paix. Tout de suite, ça s'est emballé.

Qu'est-ce qui s'est passé concrètement ? Dès qu'on voulait en parler pour apposer une solution de désescalade sur le conflit, l'ensemble des personnes levaient une motion d'ordre. Qu'est-ce

qu'une motion d'ordre ? C'est un petit bout de papier qu'on reçoit à l'entrée et qui permet, entre autres, de faire passer... Donc, on le lève quand on est un peu marre du débat, et ça permet soit de passer directement au vote, soit de donner la parole à quelqu'un d'autre. Ça évite que quelqu'un prenne la parole pendant deux heures ou que le débat tourne en rond. Maintenant, qu'est-ce qui se passait ?

Nous, on a été globalement fliqués du début de l'âge. Tout de suite, les gens savaient où on était. On a reçu des messages de groupes privés, des screenshots qui venaient de groupes privés, qui disaient globalement, oui, on les a repérés, machin.

On était en 4. On est un peu tristement connu, malheureusement, comme dit dans l'article du Temps, parce que sur Telegram, on a des positions où on essaie de les escalader. Ensuite, et on essaie d'expliquer aussi pourquoi la position de l'EPFL, puisque nous, on la comprend, cette position, effectivement, elle plaît pas à tous les étudiants, mais nous, on essaie aussi d'expliquer, d'apporter des réponses potentielles. Ensuite, qu'est-ce qui s'est passé pendant l'AG ? Donc, dès qu'on voulait parler, soit on levait la main, soit on discutait, l'ensemble des étudiants qui venaient du SG, qui étaient venus dans l'Assemblée générale, levaient immédiatement leur motion d'ordre. Nous considérons que ce n'est pas très respectueux du débat qu'il y avait là-bas, et c'est ce qui nous inquiète aussi sur la teneur du mouvement. Maintenant, on a bien conscience que ce mouvement, et il est vrai que l'article du Temps ne fait pas trop des distanciations par rapport à ça, ce n'est pas l'ensemble du mouvement qu'est à condamner, bien sûr, c'est certaines personnes dans le mouvement qui mettent cette ambiance, qui font des menaces de mort, qui nous disent de nous taire parce qu'on est en minorité, on a reçu ce genre de messages après. Est-ce que vous trouvez ça normal que sur un campus, je ne suis pas touché par le conflit, je n'ai pas subi d'actes islamophobes, antisémites, ou que sais-je, mais j'aimerais venir sur le campus sans me dire, attendez, il y a un mec sur le campus qui m'a menacé de mort. Attendez, malheureusement, on a les screenshots de ces messages, genre c'est réel, et ensuite, j'aimerais que l'ensemble de la communauté de l'EPFL se rende compte que, est-ce que faire des événements un peu où on ne sait pas trop, oui, ok peut-être que par exemple la conférence de Poliquity était légitime, peut-être. Mais est-ce que ça va prôner la désescalade des tensions sur le campus ? C'est une autre question, et je pense que c'est les questions qu'il faut se poser avant de critiquer l'EPFL, de dire que ça ne va pas. Moi, personnellement, je sais qui est la personne en l'occurrence qui m'a menacé de mort, je ne suis pas retourné dans le bâtiment donc j'étudie depuis le début de l'année parce que je sais que cette personne y étudie. Je sais aussi qu'une autre personne nous a traité de progénocide, de tous les termes, elle a dit qu'elle allait nous retrouver. Je sais aussi qu'elle est dans ce bâtiment, je la connais et j'ai pas envie de retourner. Alors, c'est une chose que des étudiants qui se sentent touchés par le conflit, je pense que c'en est une autre que des étudiants comme moi qui sont juste là pour étudier, qui essaient de prôner la désescalade et aient parfois peur et doivent changer de bâtiment pour étudier sur le campus. Et je pense que chacun au fond de soi doit réfléchir à ça et doit réfléchir est-ce que l'action que j'entreprend permet de prôner une désescalade des tensions qui sont selon moi alors paroxysme sur ce campus.

Réponse de Martin Vetterli

Merci pour votre témoignage. Vous aurez remarqué qu'on n'a pas de carton de motion d'ordre ici. Mais je pense qu'on voit qu'on a un problème et donc il faut qu'on adresse ce problème. Je pense qu'une partie va certainement regarder ça et s'il y a des parties qui sont au-delà des *legal boundaries*, il faudra voir comment le faire.

Ça montre aussi qu'on a besoin de continuer le dialogue, d'avoir tout le monde autour de la table. Et puis moi j'ai trouvé que la discussion était de très bonne facture. J'ai trouvé ça vraiment très positif et je pense qu'on doit continuer sur ce chemin-là pour arriver à cette désescalade. Je suis désolé de votre expérience, mais aussi d'expérience d'autres gens qui nous ont contactés.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Oui, donc j'étais au courant de votre témoignage et puis je vous remercie d'avoir eu le courage de me parler. Et puis à tout le monde d'avoir eu le courage de parler, de s'en contacter, on ne sait pas ce que pensent les autres. Et j'espère que dorénavant, les gens se sentiront que oui, j'ai le droit, je suis en sécurité de la paix. Je peux exprimer mon avis, parce que les gens sont à l'écoute et puis on est ouvert à un dialogue.

Dernière question

Déjà merci d'avoir organisé cette discussion. Moi j'aurais une question plutôt sur l'aide qu'on peut apporter en tant qu'étudiants aux populations civiles. Parce que notamment pour la guerre en Ukraine, c'était clair dès le début sur le site de l'EPFL quelles actions on pouvait prendre pour aider les civils affectés. Du coup, sur la page Ukraine EPFL, il y a un encadré qui recense les initiatives dont la possibilité d'être famille d'accueil pour les personnes réfugiées, les centres de collecte. Et je trouve que c'est une très bonne chose pour les étudiants de savoir qu'on peut être utile et comment est-ce qu'on peut apporter notre aide.

Par contre, pour la guerre en Palestine et Israël, sur la page de l'EPFL Middle East, il y a seulement un tout petit lien en bas qui renvoie à cinq associations auxquelles on peut faire des dons financiers.

Je trouve que c'est mis en lumière de façon beaucoup moins claire comment est-ce qu'on peut concrètement apporter notre aide particulièrement aux populations civiles palestiniennes qui sont déplacées, qui ont perdu leur maison, qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles aux étudiants dont les universités ont été détruites, qui ne peuvent pas continuer leurs études.

J'ai l'impression que l'aide que nous, on peut apporter en tant qu'étudiants, il est mis en avant de façon beaucoup moins claire. Après, je sais que vous êtes contraint par la Confédération et que peut-être il y a moins d'initiatives qui ont été mises en place, mais je trouve que c'est quelque chose qui est dommage et qui est pour le coup pas politique et pour lequel des choses pourraient être faites.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Tout de suite après le début du conflit, on a pris contact avec toutes les personnes qu'on a trouvées avec une nationalité israélienne, palestinienne pour apporter notre soutien. Et puis

notamment, il y avait un étudiant palestinien qui a dit que je m'aurais bien monté une collecte pour les enfants de Gaza.

Et puis on était fantastiques, on vous soutient. Et puis on est rentrés en contact. Il fallait le faire avec une de ces associations, ces fondations qui lèvent des fonds. Et puis, Mediacom a travaillé main dans la main avec cet étudiant pour essayer de monter quelque chose. Et puis pendant assez longtemps, pour finir, ça n'a pas marché. Donc ce n'est pas par manque de vouloir. Mais vous avez raison, je pense que c'est une bonne idée de revisiter cette partie de la page web. Merci d'avoir attiré mon attention là-dessus. Et puis on va essayer de voir ce qu'on peut faire. Mais s'il y a des étudiants qui voudraient montrer une collecte d'habits ou autre chose de livres pour, par exemple, les enfants de Gaza, très bien, on le soutient. Aucun problème.

Intervention de la personne qui a posé la question

Moi, personnellement, en tant qu'étudiant, je ne sais pas forcément comment je pourrais monter ça. Et je n'ai pas forcément... Les ressources, c'est le temps nécessaire.

Réponse de Kathryn Hess Bellwald

Mais si un groupe d'étudiants se met ensemble ou quelque chose... On a l'habitude, on l'a fait avec les Ukrainiens. Donc on peut faire quelque chose ensemble.

Conclusion d'Andreas Osterwalder

Je voudrais remercier Martin et Kathryn à nouveau pour avoir organisé ce Townhall et pour être ici pour répondre aux questions. Je voudrais remercier tout le monde ici pour cette discussion critique et constructive. Ce n'est évidemment pas fini. Il y aura d'autres canaux comme je l'ai dit au début pour poursuivre individuellement la discussion en contactant Kathryn ou d'autres personnes de la direction.

Je voudrais aussi vous rappeler que c'est une situation très stressante que nous avons vu pour beaucoup d'autres personnes individuellement. Je voudrais vous rappeler l'existence du [Trust et Support Network](#) et vous ne devez pas hésiter à les contacter si vous pensez que ça va vous aider ça va vous aider. Je vous encourage à le faire.

Je pense que, et ça a été dit plusieurs fois dans la discussion, ce que nous avons vu, c'est un dialogue très bon. Il nous montre que nous avons une communauté saine à l'EPFL qui peut avoir différents points de vue et qui peut ouvertement discuter, de manière critique, ces différents points de vue que nous avons.

Je vous remercie encore une fois toutes et tous ainsi que Martin et Kathryn. Je vous souhaite une bonne fin de semaine.

Merci beaucoup.